la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Démarrage de l'Union des Syndicalistes

Suez : la fin de l'exportation des capitaux

par J. PÉRA

A propos d'Edouard Vaillant

par A. ROSMER

La politique russe envers l'Espagne

25e année — No 410 — Nouvelle série no 109. OCTOBRE 1956 — Prix : 100 fr.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 600 fr.
Un an .... 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 700 fr.
Un an .... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la **Révolution prolétarienne** 14, rue de Tracy — PARIS (2e) Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 18 à 19 heures le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux **Révolution prolétarienne 734-99 Paris**

Sommaire du N° 410 - Octobre 1956

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 27 AOUT. — Entrevue à Pralognan (Savoie) de Nenni, chef du parti socialiste **italien** et Saragat, chef du parti socialiste démocratique.

LUNDI 3 SEPTEMBRE. — Le Comité du **canal de Suez** est reçu au Caire par le colonel Nasser.
Procès à **Brazzaville** des émeutes du 2 janvier. Les accusés sont acquittés.
Congrès de la Fédération des Mineurs **C.F.T.C.**
Réception à **Prague** de Tanguy-Prigent, ministre des Anciens Combattants.

MERCREDI 5. — Le congrès des **Trade-Unions** à Brighton rejette à l'unanimité le blocage des salaires.
Accord entre l'**U.R.S.S.** et l'**Egypte** pour la fourniture de 200.000 tonnes de blé russe payées par du coton et du riz.
Nouveaux attentats dans la banlieue d'**Alger** et en **Kabylie.**

VENDREDI 7. — Débarquement d'aviateurs et de parachutistes français à **Chypre.**
Par 6.055.000 voix contre 1.922.000 le **congrès des Trade-Unions** se prononce contre l'unité avec la F.S.M.

SAMEDI 8. — Le **congrès des Trade-Unions** se prononce pour la semaine de 40 heures.

DIMANCHE 9. — Brusque flambée de terrorisme dans les principales villes d'**Algérie** : 14 morts dont 8 Européens.
Le comité fédéral des **Métaux C.G.T.** demande une augmentation du salaire minimum interprofessionnel.

MARDI 11. — 6 soldats **israéliens** tués dans une rencontre avec les Jordaniens.
La commission exécutive de l'**Union des syndicats parisiens F.O.** réclame une augmentation générale des salaires.
Au **Maroc** trois Français sont inculpés pour la rédaction de « tracts berbères » incitant à la révolte.

MERCREDI 12. — On annonce officiellement la constitution d'une association des **usagers du canal.**
Expulsion du **Maroc** de 60 Français du groupe « Présence française ».
Le Président du Conseil reçoit les délégations de **F.O.**, de la **C.F.T.C.** et de la **C.G.T.**

JEUDI 13. — Grève dans les **mines de Bruay.**

VENDREDI 14. — Grève des Français au **Maroc.**
A Pékin, 8e congrès du **parti communiste chinois.**

DIMANCHE 16. — Elections en **Suède** : légers progrès des conservateurs et des communistes ; les socialistes et les agrariens se maintiennent.
Violents engagements en **Grande Kabylie** et dans la région de **Mostaganem** : 200 rebelles tués. Série d'attentats à **Alger.**

MARDI 18. — Grève à **Paris** des détaillants en fruits et légumes.

MERCREDI 19. — Ouverture de la conférence de Londres des usagers du canal de **Suez.**
En **Bulgarie**, réhabilitation de Kostov.
Arrestation de 60 communistes dans le département **d'Oran.**

JEUDI 20. — Ouverture à **Tunis** du 6e congrès de l'U.G.T.T.
Grève des boulangers à **Paris.**

VENDREDI 21. — Fin de la grève des boulangers de la **Seine.**

SAMEDI 22. — Au sud de **Palestro** une section est décimée dans une embuscade.
Avènement de la République du **Togo.**

LUNDI 24. — Les gouvernements de Paris et de Londres portent l'affaire de **Suez** devant le Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

MARDI 25. — Appel à Oujda du **sultan du Maroc** pour une solution de l'affaire algérienne.
Nouveaux attentats à **Alger.**

MERCREDI 26. — Une attaque de représailles **israélienne** au long de la frontière à Houssam fait 50 morts jordaniens.

JEUDI 27. — Voyage de Tito en **U.R.S.S.**
Ouverture à **Poznan** des procès des « émeutiers ».

VENDREDI 28. — Le gouvernement de l'**Allemagne fédérale** renonce au service de 18 mois.

SAMEDI 29. — Voyage à **Bonn** de Guy Mollet et de Christian Pineau.
Le Président du **Nicaragua** meurt, victime d'un attentat.
513 rapatriés d'**U.R.S.S.** arrivent en Espagne.

DIMANCHE 30. — Quatre bombes à retardement déposées en plein centre d'**Alger.**

SUEZ, ou la fin de l'exportation des capitaux

Il a été dit bien des bêtises depuis la nationalisation du canal de Suez.

On en a dit à droite et à gauche, et dans le marais.

Sottises de droite

N'insistons pas sur les sottises de droite. Elles sont tellement idiotes !

Hurluberlue était l'idée d'une expédition militaire. Les possibilités matérielles n'existaient pas, du moins sur le moment. Les conditions morales non plus. Alors le lion britannique a fait un grognement ; le coq gaulois a poussé un cocorico, comme Sarraut en mars 36. Et rien n'est allé au delà, ce qui vaut beaucoup mieux.

Cependant, en même temps qu'ils menaçaient de guerre, les Anglo-Français négligeaient d'envisager la seule arme qui eût pu être efficace, arme strictement commerciale : le retrait de clientèle.

Les économistes, qui sont parfois gens minutieux, distinguent le *monopole* et la *monopsonie*. Exclusivité de vente d'une part, privilège exclusif d'achat d'autre part.

Or, à Suez, les Anglo-Français se trouvaient réunir les deux privilèges. Ils étaient seuls à vendre des droits de passage et, sinon seuls du moins très largement majoritaires, à en acheter.

Ainsi, les opérations de vente se trouvant empêchées par le propriétaire du sol de la boutique, la réponse à faire était non pas le fracas des canons, mais la cessation des achats.

La chose était faisable, et même facile, à condition que l'Europe consente à un rétablissement des « restrictions » sur l'essence pendant environ dix-huit mois, le temps de construire le supplément de navires nécessaires à assurer la rotation par le Cap.

Au lieu de cela, les dirigeants du canal ont imaginé de... retirer leurs pilotes.

Qu'est-ce qu'un pilote, à Suez comme dans n'importe quel autre passage ? C'est un marin que les autorités qui contrôlent le passage tiennent informé des obstacles à la navigation qui, à tout moment peuvent survenir dans le passage, débuts de travaux, balises nouvelles, épaves récentes, etc. : tous obstacles que le capitaine qui vient de la mer, et qui ne dispose que de ses cartes, n'a aucun moyen de connaître.

Le marin chargé des fonctions de pilote est donc très facilement remplaçable par un autre marin.

Il fallait un étonnant infantilisme conceptuel pour penser que, sur ce point, les choses allaient à Suez autrement que partout ailleurs.

Ainsi, alors qu'il fallait laisser les pilotes et cesser d'envoyer des bateaux, on a continué d'envoyer des bateaux, en retirant les pilotes.

Beau travail !

Et succès à la mesure de la qualité du travail.

L'Egypte n'est pas le Mogreb

Laissons de côté la dernière sottise de droite, celle qui est chère à M. Robert Lacoste, celle selon laquelle les affaires d'Algérie et de Suez sont liées — en sorte que, si Suez n'est pas dénationalisé, il sera tout naturel que les 500.000 soldats de M. Lacoste ne viennent pas à bout de 10.000 insurgés algériens.

Cette absurdité ne mériterait même pas d'être signalée s'il n'y avait, dans les milieux de gauche, eux aussi, une certaine tendance à lier les affaires d'Egypte et celles d'Afrique du Nord, plus précisément si d'assez nombreuses personnes n'avaient tendance à juger de l'Egypte par ce qu'elles peuvent savoir de l'Afrique du Nord française. Tout est simple, avec cette optique, dans le rapport Egypte-Occident : l'Egypte lutte contre l'impérialisme britannique de la même façon que le Maroc, par exemple, a lutté contre le colonialisme français depuis le début du XX[e] siècle jusqu'à nos jours.

Quand on pense ainsi, on est victime du fait que les mêmes mots sont parfois appliqués à des réalités très différentes. Il est bien vrai que l'Angleterre a eu un « protectorat » sur l'Egypte, comme la France en a eu sur la Tunisie et le Maroc. Mais sous le mot de « protectorat », les Français ont fait de l'administration directe, en sorte que Tunisiens et Marocains étaient comme des étrangers dans leurs propres pays. Les Anglais n'ont rien fait de semblable en Egypte. Ils n'ont fait que de l'administration très indirecte, et cela pendant une courte période seulement. Je suis allé plusieurs fois en Egypte. Dès avant la renonciation formelle de l'Angleterre à toute ingérence administrative — renonciation qui date de vingt ans — on ne voyait pratiquement pas de fonctionnaires britanniques. (Alors qu'il suffisait d'arriver à la douane de Tunis pour se croire... en Corse).

On me dira : Pourtant, depuis l'époque du Wafd, les dirigeants égyptiens n'ont pas cessé de dénoncer l'impérialisme anglais !

...Cela confirme, simplement, que les hommes politiques ont souvent besoin de *mauvais génies*. Quand les affaires que l'on mène ne vont pas très bien, il est agréable de pouvoir dire « C'est la faute d'un autre ».

En somme, au sortir d'une longue domination turque, la nation égyptienne n'a que peu connu l'impérialisme européen. Elle a eu, à ce point de vue, beaucoup plus de chance que les nations arabes de l'Ouest.

« Droit du sol »

« Le canal est en territoire égyptien. Donc l'Etat égyptien a le droit de le prendre ». Ainsi raisonnent — ou évitent de raisonner — beaucoup de braves gens. C'est pousser la conception du *jus soli*, du droit du sol, plus loin que ne le font les juristes, même les plus nationalistes et réactionnaires.

Et le fait de base est lui-même discutable. Le canal ne fait partie de l'Egypte que par une fiction géographique. Qu'est-ce que l'Egypte ? C'est la vallée du Nil. Les déserts qui entourent cette oasis, à qui sont-ils ? On pourrait discuter du point indéfiniment. En tout cas dans les sables où fut creusé le canal, il n'y avait, avant le

canal, ni plante ni animal, ni être humain. Les petites villes de Port-Saïd, Ismaïlia, Port-Twefik qui ornent aujourd'hui la rive d'Afrique n'existaient nullement. Elles sont filles du canal.La rive d'Afrique était à l'image de ce qu'est restée la rive d'Asie : le désert total.

« Universelle »... et égyptienne

Un autre point mérite examen.

C'est celui du caractère *egyptien* de la Compagnie « Universelle » du canal.

Comment la chose est-elle possible ? Comment peut-on être en même temps international et national ?

Il faut partir d'un fait de base. Il y a cent ans, les gens, partout dans le monde, étaient *beaucoup moins nationalistes* qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Les ouvriers, français et anglais, fondaient à cette époque une association internationale des travailleurs, association « internationale » pas seulement en ce sens qu'elle etait ouverte aux travailleurs de toutes les nations, mais aussi en ce que chacun des adhérents reniait dans une large mesure sa propre nationalité. Par exemple, la section française tint à ce que les cartes d'adhérent fussent redigées en anglais, afin de bien marquer, pour la police de l'Etat française, le caractere non français de l'association. En ce temps lointain une police nationale était plus impuissante contre des étrangers que contre des nationaux).

Parallèlement, dans le mouvement socialiste, les saint-simoniens rêvaient de grandes entreprises presentant le même caractere : entreprises internationales pas seulement en ce sens qu'elles étaient d'envergure mondiale, mais en ce qu'elles étaient a-nationales. Le « Père » Enfantin, qui était ingénieur en même temps que directeur de phalanstère, étudia le percement de l'isthme de Suez. Il vivait encore quand de Lesseps reprit le projet. Je ne dirai pas si Lesseps reprit en ses détails techniques le projet Enfantin. (Je n'en sais rien). Mais il le reprit largement dans son esprit. L'entreprise devait être « universelle ». « Ouvrir les mers aux peuples », *Aperire maria gentibus*, la devise figurait encore sur la statue du réalisateur, il y a quelques années, avant que le nationalisme égyptien ne la déboulonne.

Cependant s'il est très beau de vouloir être en dehors des Etats nationaux, nous vivons dans un monde composé d'Etats nationaux. Un moment peut venir où l'on se trouve obligé de faire choix d'une nationalité. Que faire dans ce cas ? C'est à peu près la même question que celle qui se pose aux gens qui ne veulent pas de religion, mais qui vivent dans un pays où l'on est obligé de faire déclaration d'appartenance à une religion ? Que font ces gens-là ? Ils font choix d'une religion à peu près fictive : quelque secte très lointaine n'ayant aucune influence dans le pays où ils vivent.

Ainsi Lesseps choisit, pour sa compagnie, la nationalité... égyptienne. Ça paraissait de tout repos ! Il n'y avait pas d'Egypte. L'Egypte était une province turque. Et la domination turque, mal définie, était plutôt irréelle de fait. Le but principal était atteint. La Compagnie ne relèverait d'aucun des Etat nationaux véritables. Elle ne serait ni française ni anglaise.

En choisissant une nationalité à peu près fictive, Lesseps s'est conduit comme ces armateurs qui, de nos jours, pour éviter certains ennuis, font naviguer leurs flottes sous des pavillons de complaisance : panaméen ou libérien.

La manœuvre était habile.

Mais, bien entendu, le succès ne pouvait être que temporaire.

L'antinationalisme des dirigeants de la Compagnie ne pouvait pas ne pas aller diminuant, alors que les nationalismes allaient croissant, partout dans le monde et dans toutes les classes de la société.

Lorsque les Anglais débarquent des troupes en Egypte (années 80 ; il y a déjà plusieurs années que l'Association Internationale des Travailleurs est morte !) l' « universalisme » des dirigeants de la Compagnie est devenu peu de chose. Ils ne font pas obstacle au passage, de fait, du canal sous contrôle britannique.

Ledit contrôle britannique durera une cinquantaine d'années, pour se transformer, environ 1930, en un contrôle mixte : égyptien et anglais.

Chacune de ces phases devait comporter une entorse éclatante à la règle de l'universalité. La plus récente de celles-ci est dans toutes les mémoires : c'est l'exclusive contre les navires israéliens. Quant à la première, on l'a généralement oubliée. Elle remonte à la guerre russo-japonaise. L'Angleterre, dont l'impérialisme se heurtait à celui du tsar, ne permit pas à l'escadre russe de passer par le canal. Les bateaux russes durent contourner l'Afrique. Ce qui retarda de plusieurs semaines l'heure où ils devaient se faire couler, dans le détroit de Corée.

Fin de l'exportation des capitaux

Après les sottises de droite et celles de gauches, il y en a encore une qu'on entend un peu partout : la politique des gouvernements français et anglais serait dictée principalement par le souci de défendre les capitalistes actionnaires du canal, menacés d'expropriation.

Or il n'est pas exact qu'il y ait *menace* d'expropriation, pour la bonne raison que l'expropriation de fait, il y a longtemps qu'elle a eu lieu. Avant la dernière guerre, avec une action de Suez on pouvait acheter une automobile de moyenne puissance. Quand est survenue la nationalisation de Nasser, c'est à peine la moitié d'un scooter qu'on achetait avec le même papier.

En vérité, les gouvernements qui ont eu velléité de réagir au décret de Nasser ne défendent rien de ce qu'ils disent défendre.

Ils ne défendent ni la courtoisie contre une vilaine manière, ni des capitalistes déjà expropriés, ni une « garantie internationale » dont ils ne se soucient nullement en d'autres points du monde, par exemple à Panama. Qu'est-ce donc qui a fait réagir ces gouvernements, appuyés, surtout au début, par une notable fraction de leurs gouvernés ? C'est le sentiment que le geste de Nasser marque la fin de l'*exportation des capitaux*.

L'exportation des capitaux, phénomène qui a eu son temps d'élection au XIX[e] siècle, a été un facteur primordial de progrès dans le monde. Marx a bien raison de dire qu'elle a réalisé de tout autres merveilles que les pyramides d'Egypte ! Elle a même réalisé le phénomène qui la rend aujourd'hui impossible : la naissance des nations d'outre-mer, avec leurs nationalismes.

Bien sûr, ce n'est pas d'aujourd'hui que les exportateurs de capitaux ont lieu d'être inquiets. Il y a eu plus d'un coup de sonnette d'alarme. Il y a eu la russification des entreprises françaises en Russie, et tout le bolchevisme, qui est un immense nationalisme. Il y a eu la nationalisation des pétroles mexicains. Il y a eu la Chine.

Aucun des événements que je viens de dire ne paraît avoir suscité dans les vieux pays exportateurs de capitaux autant d'émotion que la nationalisation de Nasser. Pourquoi cela ? Parce que Suez était comme un test. C'était de toutes les entreprises outre-mer la plus capitaliste, au bon

sens du mot, la plus apolitique, la plus « économiste ».

Suez tombant, c'en est fini d'une tendance qui a pu autoriser de grands espoirs. La liberté d'entreprise à envergure internationale est morte. Nous sommes entrés dans le règne des nationalismes. Un nouveau moyen âge commence.

Moyen âge

Ce qui caractérise le moyen âge, c'est la différence avec ce qui l'a précédé. Il y avait unité ; il y a multiplicité. Il y avait empire ; il n'y a plus que souveraineté locales.

Le XIX[e] siècle avait été caractérisé par des tentatives d'organisation du monde (dont la principale fut l'empire britannique). L'affaire de Suez marque l'échec de ces tentatives. Notre temps n'est plus celui de l'organisation. C'est celui de la multiplicité des souverainetés.

Il y a cependant une différence importante entre le moyen âge passé et celui dans lequel nous entrons.

Le moyen âge n° 1 a duré très longtemps. Celui dans lequel nous entrons, il y a tout lieu de penser qu'il durera peu.

Le moyen âge n° 1, en effet, présente une structure politique en très bonne concordance avec les moyens de production de l'époque. Au contraire notre nouveau moyen âge présente une structure politique en discordance flagrante avec les possibilités productives.

Il est à peine besoin d'insister.

Au temps où les transmissions les plus rapides se faisaient à cheval, c'était presque une gageure politique de vouloir gouverner de Rome un monde allant de l'Ecosse à l'Atlas et de l'Euphrate à l'Atlantique. Lorsque cette extraordinaire unité s'écroula, le monde se divisa tout naturellement en une multitude de petites unités politiques, correspondant chacune à une unité de production, laquelle était nécessairement très petite étant donné les possibilités du temps : cela correspondait à l'étendue de terre dont un homme pouvait efficacement diriger le travail et la défense. Ce fut une floraison de souverainetés minuscules. « Nulle terre sans seigneur » ! Ce fut la féodalité, régime en si bonne concordance avec les possibilités techniques qu'il a duré mille ans. (En sorte que, au lieu de dire moyen âge, il serait plus juste de dire *âge normal*. Le temps en question n'est pas un intermède regrettable entre deux périodes de civilisation qui constitueraient la normale. Ce sont l'empire romain et la récente civilisation contemporaine qui sont des temps exceptionnels. ...Avis aux gens qui disent qu'un pays comme la France ne sombrera jamais dans le totalitarisme et tiennent pour *garanties* la petite liberté de penser et les quelques autres frêles valeurs républicaines que nous nous efforçons de cultiver !)

Pour ce qui est du nouveau moyen âge, pour la floraison de nationalismes qui constitue le monde actuel, il n'est pas besoin de souligner qu'elle est en discordance totale avec les possibilités productives. Alors qu'existent, pour la première fois, les possibilités de l'internation, ou de l'Etat mondial, les nationalismes se multiplient. Il y a là une « contradiction interne » majeure.

Vers l'empire

Les gens qui ont lu la brochure de Lénine intitulée « *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme* » n'ont pu manquer d'être frappés du fait que l'auteur appelle du même nom deux choses fort différentes. Il appelle « impérialisme » la simple exportation des capitaux, même si elle est tout à fait apolitique. Il appelle aussi « impérialisme » la politique qui a pour but de faciliter et de protéger l'exportation des capitaux (1).

Cette absence de discrimination est intéressante. Elle prouve qu'il y a un demi-siècle, au temps où Lénine écrivait, les deux tendances existaient dans le monde, à peu près à égalité.

Ce temps est bien passé.

Durant ces cinquante années, l' « impérialisme » selon la seconde définition (qui est évidemment la meilleure) n'a cessé de marquer des points aux dépens de l'exportation libérale des capitaux.

La confiscation du canal de Suez met le point final à la concurrence des deux tendances.

Il n'y aura plus exportation de capitaux qu'avec accompagnement de mesures politiques et militaires.

Nous allons à l'*empire*.

Le premier moyen âge a suivi l'empire.

Le nouveau moyen âge le précède.

J. PERA.

---

(1) Suez est une bonne illustration de la première tendance. Un excellent exemple de l'autre est fourni par le canal de Panama. Lorsque les Américains ont décidé de construire ce canal, non seulement ils sont intervenus dans la politique des Etats de l'Amérique centrale, voire dans l'existence même de ces Etats, mais ils ont **annexé** purement et simplement le ruban de terrain où devait passer le canal, la devise de l'entreprise étant : « **Un canal américain, sur un sol américain, avec de l'argent américain.** »

Après 24 jours de grève de la faim Garestier est en liberté provisoire

Décidément, quand les hommes de gauche au pouvoir se mêlent de faire une politique de droite — ce qui devient une tradition — il leur arrive de pousser le zèle assez loin pour nous faire regretter les gouvernements les plus réactionnaires.

Ce qui suit en témoigne une nouvelle fois.

Yves Garestier, correcteur de son état et militant pacifiste libertaire, était arrêté le 13 juillet dernier, alors qu'il distribuait des tracts contre la guerre d'Algérie et envoyé à Fresnes où il se morfondait depuis au régime de droit commun.

Subissant des brimades aussi humiliantes que ridicules — y compris plusieurs descentes au « mitard » — il en eut un jour assez et entreprit de faire la grève de la faim, seul recours après maintes réclamations, qui lui restait pour obtenir les égards que lui conférait sa qualité de prévenu politique.

Alertés, ses camarades du syndicat des correcteurs multipliaient les démarches pour son admission au régime politique et abréger ainsi le sacrifice qu'il s'était imposé.

Or, c'est seulement au 24[e] jour de sa grève alimentaire, courageusement poursuivie en dépit de toutes les pressions, qu'une décision intervint pour se débarrasser de cet irréductible. La mise en liberté provisoire qui vient de lui être accordée évite aux « gérants loyaux » le rétablissement du régime politique qui aurait pu être revendiqué par d'autres et qui fut appliqué sous les gouvernements Poincaré, Tardieu et autres Laval.

Signalons en passant l'attitude de « l'Humanité », seule de toute la presse à faire le silence sur le cas Garestier, ignorant systématiquement sa lutte, malgré les communiqués successifs.

Quoi qu'il en soit, en attendant les suites de son inculpation, Garestier tient, par notre entremise, à remercier tous ceux qui, par leurs démarches ou leurs interventions ont appuyé son effort pour le respect du régime politique.

Table rase

Maintenant que le congrès poststalinien du parti communiste s'est tenu et que chacun a pu constater que rien n'est changé, il est plus facile d'examiner pourquoi tant de militants ont pu imaginer et espérer qu'au Havre des voix s'élèveraient pour faire entendre des critiques ou des protestations. Périodiquement, la croyance au miracle se manifeste chez ceux que désespère l'absence d'un mouvement révolutionnaire. Cela remonte à fort loin : aux premières oppositions qui se manifestèrent au sein du parti communiste, quand l'espoir était placé dans la lutte pour le redressement, ici ou en U.R.S.S. ; puis dans les luttes de fractions en Union Soviétique même ; on compta sur les inévitables transformations que les suites de la guerre allaient entraîner en Russie ; puis dans le schisme titiste ; et enfin on misa sur les conséquences de la mort de Staline. Le miracle ne s'est jamais produit, mais des milliers de militants ont vécu de son attente. Ils continuaient à vivre et à penser en fonction du parti et de l'U.R.S.S., et comme ils n'avaient trouvé ni communauté nouvelle ni méthode d'action originale, leur survie était à base de souvenirs, de nostalgie, de solidarité d'époque ou de génération. Pendant ce temps, les événements, les évolutions ou révolutions sociétaires allaient leur chemin, sans eux.

Nous venons d'assister à une nouvelle et peut-être dernière manifestation de l'esprit tourné vers le passé, ce passé fût-il récent. Sans doute ne peut-on la juger objectivement qu'en abandonnant, avec un vocabulaire périmé, certaines conceptions vieillies, et plus spécialement les illusions tenaces sur la nature de classe du régime soviétique lui-même. Continuer à classer les communistes — avec de subtiles distinctions entre la base et la direction — parmi les secteurs du mouvement ouvrier, ou conserver une quelconque sympathie en raison de la nature socialiste — avec réserves et nuances — de la société russe actuelle, c'est entretenir une équivoque terrible et maintenir en vie toutes les conditions pour qu'avortent les tentatives de renaissance d'une pensée et d'une action socialistes.

***

Il ne peut y avoir de miracles dans la transformation des sociétés. Et pas plus que des organisations puissantes, nombreuses, ne peuvent, si elles sont sans cerveau, orienter les évolutions ou mettre à profit les secousses révolutionnaires, les cerveaux socialistes sans organisations enracinées dans les réalités n'ont prise sur les événements.

Si nous connaissons des mues sociétaires importantes, fréquentes, et que ces bouleversements ou évolutions confirment la justesse d'un certain nombre de prévisions concernant le caractère transitoire du capitalisme, ses défauts et ses tares, nous constatons que toute transformation ne conduit pas nécessairement à une organisation plus socialiste de la société, c'est-à-dire à une meilleure et à une plus grande intervention des producteurs et des consommateurs, plus libres et plus égaux. Autrement dit, l'idée de progrès inéluctable, accéléré par les mouvements ouvriers, suivant des méthodes réformistes ou révolutionnaires, se révèle fausse à l'expérience. Mais nous continuons d'agir et de penser comme si n'importe quelle action dirigée contre le capitalisme contribue nécessairement à l'avènement d'une société socialiste, alors que c'est la structuration d'une volonté ouvrière qui compte. En ce sens, nous vivons sur hier, alors que demain se construit aujourd'hui.

L'idée d'un **mouvement ouvrier**, c'est-à-dire d'une action multiforme, permanente, pesant sur les transformations de la société, répondant pratiquement par des solutions nouvelles de caractère libertaire à des problèmes que les systèmes capitalistes, d'Etat ou totalitaires résolvent mal, tend à disparaître.

Pas plus que les leçons de la révolution russe, celles de la guerre civile espagnole, ou des mouvements d'émancipation des peuples coloniaux, n'ont été tirées. Pas plus que la conception du progrès constant, celle de l'industrialisation bienfaisante n'a été examinée en tenant compte des phénomènes actuels. Enfin, les formules relatives aux organisations de masse et aux organisations militantes n'ont été vérifiées, assouplies, enrichies par un siècle d'apprentissage et d'essais, grands ou petits.

Nous répétons inlassablement, pour nous en nourrir et nous en soûler, des litanies qui d'ailleurs ne nous sont d'aucune utilité dans le combat réel. Comment s'étonner dès lors de la fragilité de nos groupements et de nos méthodes, sans cesse rebâtis sur de vieux modèles, seule technique permettant de rassembler les énergies disponibles et de bonne volonté quand le dernier échec montre l'absurdité des partis ou des procédés miraculeux, mais se dispersant à l'appel d'un nouveau parti ou d'un nouveau procédé tout aussi miraculeux ? Sans doute est-il ingrat de mener une lutte qui semble n'avoir de commune mesure avec l'ampleur et les nécessités du destin à forcer, mais la grandeur de cette lutte, si elle était comprise, écraserait les illusions toujours renaissantes de ceux qui voyaient en Mendès un nouveau Lénine, ou en Lecœur un chef ouvrier.

***

Il est possible qu'à la base de ces errements, il y ait une dangereuse confusion entre la démocratie d'opinion et la démocratie de fonction. Ce qui demeure de mouvement ouvrier révolutionnaire vit de paroles, de manifestes, d'ordres du jour et d'anniversaires ; la prise de position lui semble plus importante que l'intervention ; et trop fréquemment, la discussion ne débouche pas sur l'action. Une démocratie plus authentique serait celle qui ne fonctionnerait, au stade de la connaissance, de l'examen, de la recherche des solutions, que par rapport aux problèmes, et avec le souci constant d'utiliser le poids et la force du mouvement ouvrier comme un élément conscient et déterminant de la vie sociale. Et cela non seulement dans les assemblées où les talents oratoires l'emportent, mais là où naissent, se transforment et meurent les institutions économiques, sociales, culturelles.

Que l'on ne voie pas, dans cette tentative, une volonté de briser avec la tradition révolutionnaire. C'est tout au contraire un effort pour renouer avec la meilleure des traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier : user de la liberté non comme d'un principe à majuscule, mais comme d'une méthode.

Au printemps 1955, la conférence syndicaliste nationale de Puteaux avait déblayé le terrain et défini une technique de travail. C'était là un effort valable, tenté dans la bonne direction. Mais il ne peut prendre toute sa signification que si chaque militant continue dans le même sens, sans retour à ses nostalgies, ses refrains, ses évasions, s'il aborde de front les situations de fait et les problèmes où il peut intervenir.

Une union syndicaliste où l'on remâcherait ses affections ne serait rien d'autre qu'une excuse pour la retraite et une lettre de démission collective adressée au mouvement ouvrier. Une union syndicaliste où les anciens apporteraient leurs expériences et où les jeunes fourniraient la connaissance des situations neuves pourrait être l'organisation militante, à la fois consciente et audacieuse, qui fait défaut au mouvement ouvrier.

Louis MERCIER

DANS LA RÉGION PARISIENNE

Démarrage de l'Union des syndicalistes

La réunion du 27 septembre a été une bonne réunion. Ce n'est pas seulement façon de parler. Aucun de ceux qui y ont assisté n'en disconviendra.

Elle a été bonne non seulement par le nombre et la qualité des interventions de camarades de différentes centrales syndicales, mais surtout par le fait qu'elle a été tendue vers la recherche d'objectifs immédiats, pratiques, et vers l'organisation.

A-t-elle réussi à se dégager clairement des premières brumes et à surmonter tous les grincements du démarrage ? Il serait excessif de l'affirmer. Mais nous ne nous attendions pas à cela et, même, nous ne souhaitions pas tant de facilité. Pourtant elle a démarré. Il faut maintenant qu'on s'en aperçoive le plus tôt possible dans la circulation syndicale.

Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de donner le détail de toutes les interventions des camarades. Mais celles de Laval et de Peyre qui ont, outre des responsabilités dans le mouvement syndical, une assez belle expérience de travail unitaire dans la Loire — ces deux interventions ont vraiment retenu l'attention et l'intérêt de l'assemblée et elle n'a pas manqué d'en faire son profit.

La discussion n'a certes pas négligé les principes, cependant elle s'est déroulée principalement autour des propositions pratiques faites par le rapporteur : constitution d'un cercle parisien de l'Union des syndicalistes ; projet d'édition d'une série de brochures, celle d'Hagnauer, préfacée par Monatte, sur l' « Actualité de la Charte d'Amiens » devant être la première de la série et nous permettre une déclaration de naissance.

Les brochures sont-elles encore aujourd'hui une forme efficace de propagande ? Les avis ont été partagés sur ce point. Il ne serait sans doute pas mauvais que les lecteurs de la « R. P. » nous disent ce qu'ils en pensent. En tout cas, les camarades de la Loire ne perdraient pas leur temps s'ils nous donnaient une monographie ouvrière de la Loire qui pourrait servir d'exemple. Ils vont y penser certainement et Thévenon en tête.

Passons tout de suite à l'essentiel, c'est-à-dire la constitution d'un Comité provisoire de l' « Union des syndicalistes de la Région parisienne » qui comprend les camarades suivants :

Laval (Métaux - F.O.) ; Le Bras (Métaux - Autonomes) ; Yvernel (Métaux - C.N.T.) ; Girault (Métaux - C.F.T.C.) ; Hervé (F.T.I. CAM) ; Hagnauer (F.E.N.) ; Charbit et Faucier (Fédération du Livre - C.G.T.) ; Malfati (Ameublement - C.N.T.) ; Mercier (Journalistes - F.O.) et Guilloré (à titre de secrétaire administratif).

L'assemblée à donné comme première tâche au Comité l'examen d'un projet de déclaration et la constitution de cercles industriels, celui de la métallurgie paraissant d'ores et déjà être en bonne voie.

La « R.P. » nous ouvre ses colonnes. Nous en userons sans excès, mais bien volontiers. Nous espérons pourtant qu'on entendra autrement parler de nous. Notre mouvement que nous prouverons en marchant peut résumer ainsi ses objectifs : *servir la classe ouvrière dans toutes les circonstances, l'aider à se défendre elle-même et à se libérer elle-même en s'opposant à tous ceux — classes, castes, partis, Etats — qui l'exploitent, la trompent, l'utilisent ou l'asservissent.*

Réponses au questionnaire paru dans la R.P. de juillet :

Nous avons reçu une dizaine de réponses dont voici quelques extraits :

De MIDON (Maisons-Alfort) : *Je ne puis faire autrement que de vous confirmer mon accord total sur la nécessité de profiter de l'occasion que nous fournit l'histoire ouvrière et du regain que la minorité syndicaliste peut trouver dans la condamnation du plus scélérat des tyrans.*

De Louis BLOT (Tours) : *Je pense que la résolution du C.N.N.-F.O. constitue actuellement le document idéal pour des syndicalistes. L'Union syndicaliste peut, à mon sens, prendre ce texte comme point de départ. Il m'apparaît comme une erreur de conserver le texte de la Charte d'il y a cinquante ans.*

...Il est évident que si le mouvement syndical avait su conserver les Bourses du Travail, dans l'esprit de Pelloutier, il n'y aurait pas de problème. La constitution d'une Union syndicaliste sur cette base aiderait à rendre vivante les Unions locales, dans le sens que Ferdoussi écrivait dans la R.P. de décembre 1955.

...La R.P. peut et doit devenir l'organe de tous ceux qui croient à la possibilité d'un renouveau syndical dans une perspective révolutionnaire adaptée à notre époque.

De PADROS (Nice) : *...On ne donne toujours de la Charte d'Amiens — que ce soit par mauvaise foi ou ignorance — qu'une interprétation corporativiste plutôt que révolutionnaire, aussi bien quand on la combat que quand on la défend, parce qu'on ne la lie pas assez aux autres résolutions qui s'y rattachaient : les 8 heures, la lutte contre le travail aux pièces, la lutte contre le patron-Etat, contre le militarisme et le patriotisme, questions d'actualité à cinquante ans de distance.*

...La résolution présentée par les camarades Lapeyre et Sidro n'est pas suffisamment claire pour que je puisse l'accepter intégralement ; il faudrait qu'elle ne laisse aucun doute dans l'esprit des militants sur une éventuelle collaboration, soit avec le patronat, soit avec l'Etat.

A la quatrième question de notre questionnaire (Quelle forme d'organisation concevez-vous pour une « Union des syndicalistes » ? PADROS répond :

« *Pour le moment, les Cercles syndicalistes locaux ; exemple : le Cercle Pelloutier de Lyon. Par un bon recrutement, l'on peut ensuite arriver à l'Union des syndicalistes sur le plan de l'entreprise et même de l'industrie.* »

De FRANC (Loire) : *Il faut reprendre et élargir la conférence de Puteaux. Mais il faudrait aussi pour l'instant créer, partout où nous avons des militants, des comités locaux et départementaux. Ainsi se feraient à la fois l'organisation et la liaison, la centralisation et le fédéralisme. Les comités locaux pourraient, par la suite, se multiplier en devenant comités d'usines, mais ne pas être*

trop ambitieux au départ : comités locaux, comités départementaux, comité national, avec un bulletin de liaison rapide, court, efficace, traduisant les besoins et les études de la base, apportant les renseignements et les informations du sommet.

...Il faut surtout être actifs. *Les gens sont fatigués de théorie.*

...Que chacun de nos amis se mette au travail tout de suite. Si vous êtes d'accord, je pense pouvoir commencer à Lorette Grand-Croix, peut-être à Saint-Chamond. A Saint-Etienne, il y a tous les éléments pour le Comité départemental.

De DUPERRAY (Loire) :

...La R.P. *est à juste titre retenue comme organe de discussion, organe propre, mais il faudrait que l' « Union des syndicalistes » soit dotée d'une presse ronéotypée plus souple, sans parution périodique fixe... Il faudrait également qu'elle utilise beaucoup nationalement les conférences de presse, les insertions de prise de position dans les journaux de grand public... C'est ce que nous faisons dans la Loire avec « La Tribune ».*

Sur l'internationalisme :

« Il faut porter une grande attention aux circonstances qui font que la prise de position classique du prolétariat n'empêche pas une étude des concurrences impérialistes et suivant les cas, peut entraîner ou la neutralité, ou l'opposition, ou la prise de position momentanée du prolétariat pour un Etat contre un autre (comme dans l'anticolonialisme, par exemple) ».

...Il faut se méfier de la tendance à fuir l'unité d'action qui n'est qu'un corollaire de la tendance à l'inaction.

...Il me semble que le pluralisme syndical correspond mieux à l'actualité, quoiqu'il faille lutter évidemment pour en sortir. L'autonomie corporative me semble rapidement dangereuse. La période tonique semble dépassée pour l'enseignement...

...L' « Union des syndicalistes » doit devenir ce qu'aurait dû être une Bourse du Travail, prendre l'aspect d'une véritable municipalité syndicaliste, ouvrière et spontanée...

...Il y a un point sur lequel je voudrais insister, c'est la nécessité d'une première offensive contre la hiérarchie des salaires et l'esprit antisyndicaliste de catégorie. Je crois qu'il est difficile d'attaquer le problème de front en commençant par l'affirmation de principe...

...Une des entreprises les plus immédiatement utiles selon moi de l' « Union des syndicalistes » serait l'établissement d'échelles indiciaires parallèles entre la fonction publique et les grandes corporations.

...Je vous demande en somme d'être « la brochure d'éducation syndicale » vivante (la vie ouvrière est quotidienne comme le pain...) ce qui n'exclut pas la véritable brochure d'éducation. Toutes celles éditées par la R.P. *sont d'ailleurs remarquables et la dernière du Cercle Zimmerwald aussi.*

De Roger MILLOT (S.N.I. Seine) : *Je ne crois malheureusement ni possible, ni souhaitable, dans les conditions actuelles, une réunification du mouvement syndical. Je la crois impossible parce que l'histoire syndicale nous enseigne que, d'une part, l'unité politique (unité organique ou unité d'action) précède toujours l'unité syndicale et que, d'autre part, le fait syndical national est étroitement lié à la conjoncture syndicale internationale qui, trop souvent, s'identifie à la situation politique internationale. Je ne la crois pas souhaitable parce que les causes qui ont motivé la scission n'ont pas disparu, bien au contraire...*

...Si l'unité de la F.E.N. et du S.N.I. nous a valu des succès, surtout de prestige, elle nous a conduit à éluder bien des problèmes, à limiter bien des actions, à sacrifier bien des amitiés et à nous couper de la classe ouvrière.

...C'est en apprenant aux militants appartenant d'abord « à la frange » des différentes centrales à se connaître, à respecter les pensées des uns des autres, à s'estimer, enfin à se faire confiance que vous pourrez préparer utilement, mais préparer seulement, les voies de l'unité organique.

De THEVENON (Loire) : *...La lutte de classes, réalité, appelle une conscience de classe basée sur la réalité. C'est cette conscience de classe — conscience des formes réelles de l'exploitation ouvrière — qui manque. C'est celle-là qu'il faut créer pour enlever la classe ouvrière aux démagogues qui parlent en son nom...*

...La Charte d'Amiens peut servir de base à tout effort de redressement du mouvement syndical. On peut la compléter, précisément par la façon dont, au stade du capitalisme de grandes unités et du glissement des activités primaires et secondaires vers les activités tertiaires, on doit comprendre l'action ouvrière...

...Les Cercles d'études devraient être d'abord par entreprise, puis locaux, régionaux, nationaux. Leurs rapports s'établiraient normalement. Qu'il en pousse d'abord, n'importe où...

Sur l'unité d'action : « *En principe on ne peut collaborer avec les agents des destructeurs du mouvement ouvrier, mais, à la base, ces agents sont pour les ouvriers les plus ardents défenseurs de leurs intérêts, alors, pour des batailles à objectifs précis, on peut s'entendre provisoirement. Ensuite profiter de toutes les occasions pour montrer que le chemin de l'émancipation ne passe pas par Moscou (ni par Rome, ni par Washington évidemment, mais le danger n° 1 vient de Moscou).* »

De YVERNEL (métallurgiste parisien). — Ce camarade répond au nom de l'Union syndicale de la T.R.T. (Télécommunications radioélectriques téléphoniques), usine importante du XX[e] arrondissement de Paris (près de 1.000 ouvriers et employés) :

« Nous avons réuni depuis mai 1955 *des militants C.F.T.C., F.O. et C.N.T., présenté des candidats aux élections de délégués du personnel (1 délégué élu), tiré des tracts. Nous avons une certaine influence sur les travailleurs très étonnés de voir contrecarrer la C.G.T. »*

...L'unité d'action, toujours profitable, ne peut se faire que sur des points précis, un but bien déterminé.

...Des questions à mettre à l'ordre du jour tout de suite : la lutte contre les heures supplémentaires, l'étude approfondie de l'automation...

De Pierre MONATTE : « *Pour agir efficacement n'est-il pas nécessaire de mesurer les transformations qui se sont produites dans la structure capitaliste et dans l'Etat, non seulement les pays où l'Etat s'est hypertrophié et où il est devenu un monstre totalitaire, mais dans le nôtre où il a élargi grandement ses attributions ?*

Ne croyez-vous pas utile de faire le point de la situation économique, industrie par industrie, au moyen de monographies étudiant les changements techniques intervenus, la disparition de certains métiers, la création de nouveaux et les modifications qu'on peut remarquer dans la psychologie ouvrière ? Le cas du Bâtiment, où terrassiers, maçons, charpentiers, si actifs hier, ont à peu près disparu, n'est certainement pas un cas isolé. Ces monographies devraient être écrites par des ouvriers de ces industries.

« Comment réagir contre le retour au travail à la tâche si vivement combattu hier, contre la course aux heures supplémentaires mettant en danger la diminution de la journée de travail ? Comment dégager les revendications essentielles adaptées à chaque industrie ? »

LE CONGRÈS DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS

Si nous avons approuvé le rapport moral de Forestier, cela ne signifie pas que nous soyons prêts à dire « amen » à toutes les positions et à toutes les initiatives du Bureau National. Ce que Giry nous reproche avec le plus de force et voudrait exploiter, c'est que nous sommes de « mauvais majoritaires » ; c'est évidemment cette liberté que nous gardons de juger favorablement ou défavorablement l'action du B.N. Nous ne pensons pas que Forestier ait besoin de disciples dévots. Au risque de provoquer quelques mécontentements, mais avec la certitude que les critiques sont plus constructives que les génuflexions, nous dirons de ce congrès ce que nous pensons.

En toute conscience, nous avons voté le rapport moral de l'année écoulée. Nous avons applaudi aux déclarations de Forestier. Mais bien sûr ! Comment ne pas être d'accord lorsque Forestier reprend dans sa présentation du rapport moral tous les points que nous-mêmes avions mis en valeur quand nous avons étudié ce rapport dans la Loire.

« *L'action sociale est prédominante* », notre S.N.I. ne doit pas s'enfermer dans le corporatisme ; le choix de la question sociale de ce congrès : « détermination des problèmes ouvriers et sociaux que posent l'évolution des techniques et les progrès de la science », l'importance donnée à l'étude des questions d'Afrique du Nord en sont la preuve. Oui, et nous ajouterons : le fait que Forestier, secrétaire général, ait gardé en main la commission d'action sociale en est une autre preuve, et une bonne. C'est pourquoi nous l'approuvons, nous qui nous sommes présentés dans la Loire sur une liste d'*Action Laïque, Syndicaliste et Sociale* et qui avons condamné Giry parce qu'il donnait dans la Loire la commission des affaires sociales à un élu de la liste C.G.T.

Nous sommes pleinement d'accord avec Forestier quand il déclare que *l'économique et le social doivent passer avant la politique.* C'est pour cela que nous avons toujours pensé que l'action parlementaire était inutile si elle était le seul objectif syndical et inefficace, si elle n'était pas appuyée par un fort courant à la base.

Nous nous sommes réjouis de voir que l' « Ecole Libératrice » était un des organismes syndicaux qui affirmaient que *l'esprit de la Charte d'Amiens est encore valable* et nous avons applaudi Forestier lorsqu'il a déclaré que le syndicalisme ne devait lier son sort à aucun mouvement politique, qu'il soit socialiste ou qu'il soit communiste. *Le syndicat d'abord et avant tout.*

Nous avons entendu Forestier juger sainement le comportement des communistes et rappeler que l'attitude équivoque actuelle répond parfaitement aux consignes du bureau politique du parti : pénétrer sans bruit dans les syndicats, occuper au maximum les postes essentiels, plus de brutale opposition. Fournial et ses amis voteront cette année le rapport moral. Fournial viendra déclarer à la tribune qu'il approuve le travail du Bureau National, Fournial viendra dire qu'il est d'accord avec la Charte d'Amiens sur l'indépendance du syndicalisme. Il ne se trouvera malheureusement pas beaucoup de congressistes pour siffler le leader communiste. Il ne s'en trouvera pas un pour lui rappeler que s'il est aujourd'hui aussi près de nous, il a, pendant longtemps, couvert les crimes du plus abominable des tyrans. Il a, comme les autres, chanté les louanges de Staline, et Staline — c'est du moins ce que dit Khrouchtchev devant le XXe congrès du parti communiste russe — a usé de « viles provocations, d'odieuses falsifications et de violations criminelles de la légalité révolutionnaire » pour se débarrasser de ses anciens amis, membres influents du Parti ; Staline est à l'origine des procès truqués, des aveux « spontanés » arrachés par la torture, des déportations massives, des purges et des camps de concentration, etc... S'il se trouvait un congressiste qui eût seulement crié : « Vive Hitler ! » gageons qu'il ne prendrait pas la parole. Lui, il a prié devant le Dieu Staline, il a traîné dans la boue ceux qui ne pensaient pas comme lui, et aujourd'hui il se pavane dans ses phrases que certains sont encore fichus de prendre au sérieux.

Nous avons vu Forestier lancer un appel aux secrétaires de sections — nous pensons que Giry l'aura entendu — pour qu'ils constituent dans chaque département une équipe homogène. *Pas de liste unique,* mais une libre confrontation des courants ; se méfier de la position doucereuse de nos communistes qui, ne pouvant avoir la majorité, s'insinuent par tous les moyens dans les équipes départementales. « *La libre confrontation des tendances est un signe de démocratie, la confusion est la porte ouverte à la politisation des syndicats* ». Bravo ! et si Forestier cherche un exemple pour appuyer sa déclaration, qu'il cite la section de la Loire. (Voir la « R. P. » de juillet).

D'accord avec Forestier lorsqu'il rappelle à la tribune du congrès que le S.N.I. a dénoncé la position de l'U.R.S.S. au moment de l'admission de l'Espagne à l'O.N.U., a protesté quand les tanks russes ont écrasé la révolte ouvrière de Poznan. Oui, dit Forestier, nous avions raison quand nous dénoncions la politique de Staline ; le rapport de Khrouchtchev nous en donne aujourd'hui la preuve. Ce qui fait dans ce domaine la force des positions du S.N.I. c'est le principe défini une fois de plus dans une phrase du secrétaire général : « *un syndicat se condamne quand il lie son sort aux impérialismes qui dominent le monde* ».

Mais comment ne pas approuver cela ! Comment ne pas approuver Forestier encore une fois quand il déclare que notre rôle est de diffuser les motions de congrès sur l'Afrique du Nord ? Que lui reprochions-nous l'an passé ? Nous disions que le S.N.I. avait des positions de principe très solides, mais que s'il ne faisait rien pour les concrétiser, s'il continuait son action sur le papier, *les organisations politiques et confessionnelles prendraient sa place partout où lui-même serait inefficace.* Giry a traduit cela en déclarant partout que l'équipe Perrin-Duperray-Barlet pensait que Forestier menait le S.N.I. à la catastrophe. Il lui était peut-être utile, pour les besoins de sa cause, de faire une telle simplification, c'est son affaire. Quant à nous et en ce qui concerne la question algérienne, si le B.N. et les sections sont décidés à diffuser, à populariser, à ne refuser aucune action sur la base des motions de congrès, nous sommes d'accord.

Donc, pour nous, ce congrès 1956 est un succès, puisque nous y avons vu l'essentiel de nos positions développées par le secrétaire général et l'atti-

tude de Giry de ce fait condamnée sans ambuiguïté. Pour que ce congrès soit une réelle victoire syndicale, *il faut que les faits suivent les déclarations et que se concrétisent dans l'action les intentions et les principes qui ont obtenu l'accord de la presque unanimité du congrès.* En attendant, nous sommes résolus à juger, comme par le passé, le travail du sommet avec le plus d'objectivité possible. Au retour de Grenoble nous ferons les remarques qui suivent.

LES QUESTIONS A L'ETUDE

Elles ne sont pas suivies par le congrès avec beaucoup d'intérêt. Pourquoi ? A notre avis parce que les choses essentielles ont été dites en commission. La séance du congrès n'est qu'une représentation où le rapporteur développe ou lit simplement ce qu'il a écrit il y a quelques semaines dans l' « Ecole Libératrice » et où les délégués intervenant répètent ce qu'ils ont dit en commission avec la certitude qu'on n'en tiendra pas compte puisque la motion à faire voter est déjà prête. Si l'on ajoute à cela — détail technique très important — que la sonorisation est très mauvaise et que — ce qui est beaucoup plus grave — de nombreux délégués, en dehors des rapporteurs ne s'y intéressent pas, on se rend compte qu'il y a peut-être quelque chose à améliorer dans l'organisation de ces trois demi-journées d'études. Les sujets choisis sont intéressants et montrent le souci de notre organisation de tenir sa place d'avant-garde parmi les organisations syndicales : question sociale, le syndicat devant les techniques nouvelles ; *question pédagogique*, l'orientation des enfants ; *question laïque*, les cléricaux et l'enfance inadaptée. Le congrès ne devrait-il pas passer une journée d'étude en commissions ne groupant que les délégués intéressés et une demi-journée seulement en séance plénière au cours de laquelle serait soumise la motion élaborée par la commission unanime ou les motions opposées, si plusieurs courants se différenciaient au cours de la discussion ?

L'ORIENTATION SYNDICALE

Comme l'an dernier, elle a été escamotée en quelques minutes. Elle engage cependant l'avenir du syndicat pendant toute une année. Nous avons voté une motion de Duthel demandant que le congrès passe une journée entière sur ce sujet. Nous avons été battus. Nous le regrettons.

Nous avons aussi regretté que ne vienne pas au vote, pour une question de procédure, une motion de la Côte-d'Or préconisant l'élaboration d'une motion d'orientation de synthèse. Nous l'avons regretté parce que, d'une part, son rejet aurait permis de voir que le congrès repoussait la confusion et le travail en commun avec les cégétistes et, d'autre part, il aurait prouvé clairement que Giry et sa majorité bicéphale de la Loire qui votait cette motion était en désaccord flagrant avec le Bureau national.

Nous avons contesté la répartition des mandats de la délégation de la Loire parce que, quelle que soit la combinaison admise, elle ne respectait pas, selon nous, la volonté de la base et répondait à un souci constant d'une partie de la délégation : ne pas faire apparaître ce qui est pourtant la vérité, les assemblées générales de la Loire conduites par la nouvelle majorité Giry + C.G.T. ont donné la priorité à des textes communistes.

LE VOTE SUR POZNAN

La gravité de ce vote n'aura échappé à aucun syndicaliste conscient. Le congrès du S.N.I., à quelques semaines du massacre des ouvriers polonais, ne pouvait pas se terminer sans un salut aux ouvriers révoltés contre l'oppresseur. Il fallait que le congrès reprenne à son compte les positions exprimées par Le Pemp dans son article de l' « Ecole Libératrice » : « L'ordre règne à Poznan ». Evidemment le parti communiste ne pouvait pas s'embarrasser d'une prise de position qu'il faudrait abandonner peut-être demain. Alors on vit Fournial lancer un appel à l'abstention. Aucune surprise chez les avertis ! il est des problèmes sur lesquels il vaut mieux glisser. Mais voilà le résultat du vote :

Pour la motion de solidarité : 838 mandats ;
Contre : 146 mandats ;
Abstentions (position Fournial) : 616 mandats ;
Refus de voter : 176 mandats ;
Absents : 24.

Si on ajoute les votes contre, les abstentions de Fournial et les refus de voter qui estiment que cette question n'est pas du domaine syndical ou qui ne prennent pas position parce que leur délégation n'est pas mandatée, *on constate que la majorité des mandats du congrès n'accepte pas de saluer les ouvriers polonais en lutte contre l'oppresseur russe.*

C'est grave ! Qu'importe après cela le vote sur le rapport moral (1.529 mandats pour, 199 mandats contre et 63 abstentions), qu'importe le vote presque unanime sur les questions de congrès ou sur l'Afrique du Nord ! Sur ce point précis où la tactique communiste n'est pas au point, le mal qui nous ronge apparait dans toute son étendue. « Le S.N.I. est un grand corps, disait un délégué, mais c'est un grand corps immobile. » La gangrène se met vite sur un grand corps paralysé. Nous ne pensons pas que tous ceux qui ont refusé de prendre position sur les événements de Poznan soient des communistes, mais ce vote nous permet quand même de mesurer le chemin parcouru par leurs positions. Le massacre de Poznan est un assassinat collectif qui aurait dû soulever la conscience syndicale mondiale. Rien n'a bougé. L'ordre règne à Poznan par la force. Il règne partout ailleurs par l'indifférence.

Nous avons l'espoir que nos dirigeants nationaux sauront donner à ce coup de sonde l'importance qu'il mérite. Quant à nous, dans la Loire, il nous engage à continuer dans la voie que nous suivons depuis notre rupture avec Giry. Ce que nous lui reprochons avec le plus de force, est d'avoir livré la section aux communistes ; Giry est trop sûr de lui. Puisse Forestier être maintenant beaucoup moins sûr de sa majorité en province. Qu'il use de son autorité pour inviter ses secrétaires de sections à mener vis-à-vis des communistes une politique aussi vigilante et aussi saine que la sienne.

B. BARLET - J. GENEVRIER.

Les motions votées

EVENEMENTS DE POZNAN

« Le Congrès,

« Fidèle à la tradition internationaliste du mouvement syndical,

« Salue les travailleurs de Poznan qui ont lutté courageusement pour obtenir de meilleures conditions de vie.

« S'incline devant les victimes et condamne les sanglantes méthodes de répression employées par le gouvernement.

« Demande au gouvernement polonais que toutes les garanties de justice soient accordées aux ouvriers arrêtés ou poursuivis, notamment par la présence d'avocats représentants d'organisations syndicales.

« Lance un appel à tous les gouvernements pour qu'en toutes circonstances ils assurent le respect absolu de la valeur universelle de la personne humaine et de la liberté sur tous les territoires qu'ils ont pour mission d'administrer et sur ceux qu'ils peuvent momentanément contrôler.

DEFENSE DES LIBERTES

Le Pemp soumet à l'approbation du Congrès une motion relative aux événements de Poznan.

Roussel (Puy-de-Dôme) défend ce texte. Il constate qu'un gouvernement, dit de démocratie populaire, a fait tirer sur la classe ouvrière réclamant de meilleures conditions d'existence. Chaque fois que les principes auxquels nous sommes attachés : liberté individuelle, résistance à l'oppression, respect absolu de la personne humaine ont été bafoués, nous avons protesté ; il serait inconcevable que nous ne le fassions pas aujourd'hui parce que le crime contre la classe ouvrière a été commis à l'Est de ce que l'on a appelé le rideau de fer.

Fournial (Bureau national) demande au Congrès de ne pas voter cette motion, parce que :

1°) les informations que nous avons sur les événements de Poznan sont incomplètes et unilatérales ;

2°) il se refuse à placer sur le même plan les gouvernements impérialistes et celui où le pouvoir appartient à la classe ouvrière ;

3°) un tel texte va à l'encontre de la détente internationale ;

4°) il constitue une opération politique.

Le Président invite le Congrès à se prononcer à main levée d'abord, par assis et debout ensuite ; le résultat étant douteux dans les deux cas, ils est procédé, après un appel de Forestier, à un vote par mandaté qui donne les résultats suivants :

Pour : 836 ; contre : 146 ; abstentions : 613.

N'ont pas pris part au vote : 171.

La motion est adoptée.

EINSTEIN ET LE PACIFISME RELATIF

Dans le numéro de la R.P. *de mars* 1956, *Roger Hagnauer avait reproché à Hem Day, éditeur des Cahiers libertaires* « Pensée et Action » *à Bruxelles, une condamnation trop brutale et quelque peu injuste d'Einstein et des Etats-Unis jugés comme l'Etat le plus totalitaire qui soit sous l'habit démocratique.*

Hem Day nous adressa une réponse que nous publions aujourd'hui — quoiqu'elle ait déjà paru dans l'organe de la C.N.T. française et dans Contre-Courant, *— car elle n'a rien perdu de son actualité, ainsi que veut le démontrer Roger Hagnauer, dans sa réplique.*

Réponse à R. H.

J'ai lu avec une douce hilarité, mêlée d'un peu d'ébahissement, la demi-page du numéro de mars de « la Révolution prolétarienne » que signe R. H., au sujet de ma brochure : « Einstein et son pacifisme relatif ». L'américanophilie a dû certainement faire perdre tout bon sens à R. H., lorsqu'il critique certaines études et sa bolchophobie n'en est que plus dangereuse, car elle manque d'assises sérieuses.

Je comprends difficilement cette valorisation « à la manière capitaliste », de ce fameux rideau de fer, inventé pour les besoins de la cause au lendemain de la deuxième guerre mondiale, comme le fut au lendemain de la première le cordon sanitaire de Clemenceau. Cette conception antibolchevique me semble désuète : elle retarde de près de trente-cinq ans. Pour ma part, je n'ai pas attendu la montée du stalinisme pour dénoncer les crimes de l'Etat soviétique. Ma position contre le régime bolchevique date du jour où cette camarilla politique s'empara du pouvoir pour exercer sa dictature sur le prolétariat de l'U.R.S.S. Elle était faite en tant que libertaire, contre les dictateurs, de Lenine à ceux d'aujourd'hui, qui usurpent la volonté des peuples à s'organiser librement sans le secours de l'Etat quel qu'il soit, fût-il prolétarien.

Mais à quoi bon rappeler tout ce passé, les séances des Congrès de l'I.S.R., où l'armée rouge en 1921, déjà, servait aux Trotsky et Cie pour mettre au pas, et faire taire les délégués syndicaux qui s'étaient fourvoyés — certains de bonne foi — dans cette galère internationale de la trahison permanente qu'était l'organisation de tous ces congrès et conférences orchestrés par les maitres du Kremlin. En ces temps-là des délégués s'étaient permis d'adresser quelques critiques envers le régime à l'actif duquel s'inscrivait la liquidation brutale et implacable du mouvement anarchiste, baptisé, là comme dans tous les Etats, terroriste (la féroce et impitoyable répression de Cronstadt, et l'attitude inqualifiable pleine de fourberie et de malhonnêteté du sultan de l'armée rouge, envers Makhno et ses partisans entre autres !).

Cela dit, parce qu'il me parait déplacé, R. H., de risquer un rapprochement entre ma pensée et un « rideau de fer » tout semblable aux frontières établies entre les peuples à travers l'histoire, et qui n'a que faire dans mon étude.

Il me serait facile, croyez-le, de rétorquer avec les mêmes mots : ignorance, mauvaise foi, en y ajoutant phobie-bolchevique mais je tiens à faire remarquer que je n'ai pas pour habitude de mêler à un sujet précis que je traite les mille et une facettes de la vie sociale et politique du monde. En examinant le pacifisme relatif chez Einstein j'entendais préciser, sans plus, la trahison honteuse de ce savant envers la jeunesse qu'il avait incitée à la résistance. C'est par des années de prison et de bagne que ces jeunes payèrent leur fidélité aux élucubrations irréfléchies et instables de ce prophète de pacotille.

Face aux réalités, en passe de subir peut-être à son tour quelques persécutions. Einstein préféra déserter le combat dès la première heure. Il se réfugia à l'abri des cours royales en compagnie de son violon. Il accepta pour prix de son droit d'asile dans les Etats capitalistes de joindre sa voix aux hyènes qui préparaient les charniers du deuxième conflit mondial. En avouant s'être trompé, Einstein devint le propre fossoyeur de l'idéal qu'il avait prêché. Cependant malgré cette trahison, il eut l'outrecuidance de mêler son chant à celui d'un autre pacifisme. C'était, ce faisant, abusif sinon insolent et inconscient. Le mieux aurait été qu'il s'enfermât dans un mutisme définitif pour méditer sur l'inconsistance de ses écrits et de ses paroles. Il est trop facile de jouer au guide spirituel avec la pensée et la vie des autres, pour se montrer couard au premier tournant.

N'ai-je pas été trop indulgent, au contraire, en ne lui infligeant que quelques petites égratignures ? On ne saurait se moquer avec tant de désinvolture et d'impertinence de la sincérité des jeunes idéalistes et ma réprobation en 1956 se devait d'être assez brutale, car l'individu n'avait cessé de radoter et de se donner des allures de matamore, soit en s'adressant aux savants atomistes, soit en suppliant je ne sais trop quoi, voire jusqu'à léguer un testament qui essayait de le faire survivre dans l'opinion publique, sous cet aspect d'un ange de la paix.

Non, R. H., aucun parti pris ne m'a guidé dans la dénonciation de cette abominable forfaiture. J'estimais en mon âme et conscience que ce serait commettre une lâcheté, sans excuse, sachant ce que je savais sur Einstein, en autorisant la gent journalistique à replâtrer le bonhomme, en l'accréditant auprès des générations d'aujourd'hui comme un pionnier de la paix. Cette légende, très savamment entretenue d'ailleurs par les clans du pacifisme bêlant et officiel, n'a jeté que trop de confusion dans les esprits !

N'est-ce pas à cause de telles trahisons que se sont installées à demeure et avec fermeté, hélas ! l'indifférence et la résignation dans nos milieux révolutionnaires ? Interrogez autour de vous ceux d'hier qui nous ont quittés et les jeunes qui ne font même pas un effort pour venir à nous et vous comprendrez combien les reniements, comme ceux d'Einstein, sont préjudiciables à la défense de nos idéaux. Non ! R. H., il n'y a pas de parti pris en moi et encore moins d'inconscience de ma part, à dénoncer Roosevelt, comme chef d'un Etat, le plus totalitaire qui soit, sous le couvert de la démocratie. De la Croix Gammée à l'Aigle Bleu, l'expérience Roosevelt préface le fascisme, écrivait Daniel Guérin dans la « Révolution prolétarienne » (nº 160, 25 septembre 1933). Roosevelt n'a fait que s'enfoncer davantage. Ignoriez-vous les révélations du contre-amiral Teobald qui précisait que ce chef d'Etat n'hésita pas de feindre ignorer les préparatifs du bombardement de Pearl Harbour, laissa détruire l'escadre y ancrée, et tuer ses concitoyens pour pouvoir mieux entrainer les U.S.A. dans sa politique de guerre ? Les manœuvres habiles du président Roosevelt pour amener son pays à se ranger aux côtés des Alliés devaient réjouir la grande industrie américaine et les banquiers yankees. Lisez donc pour mieux vous en convaincre et peut-être cesser d'être inconscient et dupe, les révélations au sujet de l'aide américaine à l'Europe. Dans un ouvrage « Pas d'affaires avec Hitler », il est explicitement décrit les mobiles intéressés qui déterminèrent cette assistance. Chef d'Etat totalitaire également, mais oui R. H., Truman qui décida seul, en dernière analyse, le jet des bombes atomiques sur les villes japonaises, Truman, dont l'équilibre mental serait fort contesté, en outre, si nous acceptons ce que publia une certaine presse.

Et puisqu'il vous plait de dispenser des louanges à la libre Amérique, qu'il me soit autorisé à rafraichir la mémoire d'un syndicaliste en lui rappelant que cette terre dite de liberté et de libre expression de la pensée a à son actif : les martyrs de Chicago, l'affaire Sacco et Vanzetti, l'affaire Tom Mooney-Billings, les nombreux crimes de la ségrégation, les lynchages, etc. Le mac-cartysme est loin d'être liquidé. La stupidité des vetos pour l'entrée de certaines vedettes du music-hall relève de la plus haute fantaisie clownesque. Faut-il encore citer le formulaire obligatoire que tout individu qui sollicite son entrée aux U.S.A. doit remplir, les questions auxquelles il doit s'astreindre à répondre sur ses antécédents politiques, religieux, racistes? Je ne connais rien de plus humiliant en ce genre. Pas même pour se rendre en U.R.S.S. où l'on ne vous en demande pas autant.

Ajouterai-je encore l'information qui me parvient (« New York Times », 26-12-55), à savoir que les U.S.A. tiennent prêts des camps de détention que Mr. Huston affirme avoir visités et qu'il décrit d'ailleurs. Il y en a six qui peuvent abriter cinq mille subversifs.

Plus près de nous se déroulent des échanges de notes, hier entre Eisenhower et Staline, aujourd'hui avec les successeurs. On essaye des rapprochements, qui vraisemblablement se clôtureront par des traités commerciaux tout comme jadis lorsqu'en pleine action pour la défense de Sacco et Vanzetti nous assistâmes au lâchage des communistes dans nos Comités de défense, parce que l'U.R.S.S. et les U.S.A. venaient de signer des conventions commerciales.

On ne doit jamais perdre de vue que les U.S.A. et les Etats du bloc atlantique s'accordent ou s'accorderont avec l'U.R.S.S. et ses satellites lorsqu'il est ou sera question d'affaires, c'est-à-dire d'exploiter la misère des peuples. Si un jour, ils se battent entre eux, comme l'ont fait jusqu'ici les pays capitalistes, c'est encore pour mieux spolier les travailleurs, pour mieux sucer le sang du monde laborieux, augmenter les profits de la grande industrie et des banques et réduire à néant les tentatives d'émancipation des exploités.

Ne l'oublions pas, les démocraties ont armé Hitler, l'U.R.S.S. a aidé le national-socialisme, jusqu'à conclure un pacte d'amitié, l'Angleterre royaliste a renforcé l'Italie fasciste, les uns et les autres furent tous des auxiliaires de Franco. Dans l'autre guerre déjà, la France républicaine n'hésita pas à s'allier au tsarisme odieux, et le Royaume-Uni malgré ses crimes du Transvaal, et des Indes, rejoignait la France criminelle au Maroc, tout cela pour abattre le militarisme allemand. Quelques-uns donnèrent dans le panneau ! Pour abattre l'hitlérisme, on a trouvé de nouvelles combines, sous des étiquettes différentes, et on s'apprête à organiser un troisième conflit avec un autre mélange d'alliances plus écœurant encore.

C'est toujours les mêmes naïfs, hélas ! que l'on fait marcher au son des hymnes patriotiques et guerriers. Ce sont les mêmes canailles qui aident à la mise au pas des peuples que l'on entraine vers les charniers au nom du droit, de la civilisation, de la liberté, etc. C'est peut-être tout cela, l'oppression de la pensée libre, sous cette forme bien démocratique d'anesthésie des foules.

Les possibilités d'expression de la pensée libre auxquelles vous faites allusion ne sont que pauvres caricatures face aux pouvoirs économiques et politiques des Etats. En définitive, c'est contre l'autorité qu'il faut se dresser. Contre cette autorité dont je n'ai jamais contesté la néfaste emprise en U.R.S.S., même au temps où bien des « vôtres », R. H., en acceptaient l'augure et les quelques bienfaits illusoires. Cette autorité, elle est aussi néfaste aux U.S.A. que dans les pays de l'O.T.A.N., qui voudraient en dernière heure se gonfler encore en s'incorporant les forces armées de ce dernier César de carnaval qu'est Franco. Si vous voulez, en de telles compagnies, marquer votre acquiescement à une lutte problématique contre un « ennemi » politique, alors que, ami d'hier, il vous a déçu dans vos perspectives toutes emplies d'inconscience, libre à vous ; mais sur un autre plan, vous rejoignez, ici, Einstein hélas !

Entre temps ne me faites pas dire ce que je n'ai jamais dit, écrit ou pensé. Ne prenez surtout pas comme arguments décisifs pour opérer « un redressement idéologique » certaines déviations ou fourvoiements de circonstance. Ils ne sont là que des facteurs de réalité sociale qui peuvent autoriser tout au plus le monde ouvrier à se lamenter sur des perspectives manquées de libération. Le libertaire que je suis — je pense — ne peut faire choix entre la peste et le choléra. Seul le régime capitaliste, entretenu et encouragé par la veulerie des masses, aidé par la trahison des politiciens et des prétendus guides du prolétariat, est responsable de la situation présente qui rend incertaine la position des uns, hésitante celle de certains, versatile, flottante ou vacillante celle d'autres encore.

Tout le reste, pour moi, n'est que sentimentalisme, intérêts, incompréhension et pour tout dire, duperie et inconscience selon vos propres termes.

HEM DAY.

Réponse à Hem Day

A lire ce qu'écrit Hem Day — et qui n'est pas méprisable — on comprend mal son « hilarité » (sic). Ce sont des sujets qui ne prêtent pas à rire. Je ne vois rien de comique dans la thèse remarquablement logique de H. D. Peut-être conviendra-t-il qu'un militant qui s'interroge sur son devoir — alors que son passé prouve qu'il a toujours « payé » avant de « conseiller » — ne mérite et ne souhaite le mépris que de ceux — ils sont légion — qui se placent toujours du côté de ce qui paye ?

Je prolongerai peut-être « l'ébahissement » (sic!) de H. D. en lui avouant que je ne suis pas loin de penser comme lui, quant aux impostures de toutes les propagandes officielles, quant aux marchandages ignobles et sordides qui précèdent ou suivent les conflits armés, quant à la nécessité de la lutte contre l'autorité des Etats et des Eglises... de **toutes les Eglises.**

Ce qui détermine une « américanophile » que H. D. dénonce et que je confesse, c'est ma volonté de réagir contre un parti pris absurde et dangereux, dont profitent les réactionnaires nationalistes de l'Europe occidentale. En laissant croire aux travailleurs que la source de tout mal réside à Washington, on leur fournit un « bouc émissaire » d'autant plus facile à utiliser qu'il opère trop loin et trop haut pour qu'on puisse l'atteindre directement. On vise ainsi « à l'infini », alors que des objectifs précis et proches demeurent intacts sous la trajectoire. Les

colonialismes français, belge et anglais, par exemple, se consolident par le parti pris antiaméricain.

Parti pris contre parti pris ? Sans nul doute. De même nature que celui qui me faisait traiter de « boche » lorsque je voulais distinguer entre Hitler et le peuple allemand, ou « d'espion anglais », lorsque, au camp de prisonniers, je réagissais contre la servile anglophobie de mes compagnons de 1940.

Je suis ainsi fait et trop vieux pour changer. Lorsque je condamne un gouvernement, j'entends distinctement mes amis du peuple gouverné qui ont prévenu mon opposition. Ce qui m'a permis de voir dans un stalinien français ou russe : **un stalinien et non un Russe** — dans un hitlérien français ou allemand, **un hitlérien et non un Allemand** — dans un capitaliste français ou américain : **un capitaliste et non un Français ou un Américain.**

La distinction fondamentale que j'ai précisée ne tient pas à la nationalité de celui que j'écoute, mais aux possibilités d'audition. La démocratie américaine — si imparfaite, si décevante, si illusoire qu'elle soit, avec toutes ses injustices et ses tares — me permet d'entendre distinctement les libertaires des Etats-Unis. Elle permet d'autre part aux travailleurs de lutter efficacement sur le terrain de classe. Le totalitarisme hitlérien ou stalinien ou... « post et antistalinien » réduit la pensée libertaire au silence ou à la clandestnité, transforme la grève toujours illégale en combat insurrectionnel.

Dans l'abstrait, dans l'absolu, ce sont peut-être des considérations négligeables. Sur le plan de notre action internationale, ce sont des éléments essentiels. Nous n'avons pas le loisir de nous livrer à un examen rétrospectif des causes des conflits impérialistes, de la Révolution russe et de sa liquidation. Actuellement, la coexistence de l'impérialisme capitaliste et de l'impérialisme poststalinien est peut-être possible. Mais sur le plan national, en démocratie, « l'antithèse » du capitalisme (c'est-à-dire l'action ouvrière) se développe normalement. En régime totalitaire, toute antithèse est proscrite.

Revenons au sujet précis. Einstein, admirable savant, fut-il un politique méprisable, un faux apôtre ? Si nous avions célébré son apostolat et justifié sa politique, H. D. aurait raison de rire de notre candeur. Nous avons simplement ramené l'homme (non le savant) à des limites humaines. Einstein eut tort de prêcher l'objection de conscience, alors qu'il ne pouvait en être le martyr — au sens évangélique du mot. Il n'est pas contestable — H. D. l'a rappelé avec raison — que son pacifisme relatif a varié selon les impératifs de la solidarité juive : culminant avant Hitler, tendant vers zéro lors des persécutions antisémites, remontant vers l'infini lorsque l'ennemi probable s'appelait Staline. Mais il a eu l'honnêteté d'exprimer clairement ses scrupules, alors que chez tant de nos grands penseurs, les prophéties changent de sens sans changer de style.

Mon désaccord avec H. D. porte donc sur un seul point essentiel.

Peut-on — tout en maintenant **notre négation révolutionnaire de toute « union nationale »** — justifier la résistance à une agression totalitaire qui en détruisant l'indépendance nationale annihilerait toute possibilité révolutionnaire ?

Admettons — **ce qui est historiquement faux** — qu'il y ait **en fin de compte**, identité entre Roosevelt et Hitler, Truman et Staline, Eisenhower et Khrouchtchev... Sous Roosevelt, Truman et Eisenhower nous gardons la possibilité de changer la fin. Sous Hitler, Staline ou Khrouchtchev, nous ne pouvons envisager de changer la fin que si nous abattons immédiatement la tête et le régime. Là, liberté relative. Ici, servitude absolue.

Que l'on discute des limites variables de cette liberté, que l'on soit surtout convaincu que celles-ci dépendent d'abord de notre volonté d'action — il reste que de l'autre côté, aucune discussion n'est possible, la plus petite liberté est incompatible avec le régime.

H. D. se donne beaucoup de peine pour justifier une boutade plus fantaisiste que paradoxale, quant compétition totalitaire. Passons sur les affaires Sacco-Vanzetti, Tom Mooney, Billings. On peut remonter aux martyrs de Chicago. Ces noms légendaires éveillent toujours en nous une noble émotion. Mais lorsque les contradicteurs sont français ou belges, lorsqu'ils appartiennent à des peuples qui ont subi ou favorisé les activités de la collaboration et de la Libération, leur indignation gagnerait en sincérité, en se mesurant au volume des crimes et à l'inverse de l'éloignement dans le temps. Quant aux crimes staliniens et poststaliniens, ils dépassent les normes habituelles. Deux martyrs, cinq martyrs, c'est une tragédie. Des millions de victimes... c'est de la statistique !

H. D. a trouvé cependant deux cas typiques de totalitarisme américain : Pearl Harbour et Hiroshima! Dans le premier cas, si Roosevelt a provoqué l'action japonaise, c'était pour « ruser » avec son opinion publique. Jamais un dictateur n'éprouve le besoin d'habiller ainsi ses mensonges — qui sont la seule vérité officielle et admise. Dans le deuxième cas, si Truman a décidé seul de l'usage de la bombe atomique, c'est selon la règle de toute stratégie guerrière. Mais si l'on avait pu la consulter, une assemblée délibérante se serait certainement prononcée pour un anéantissement instantané évitant l'extermination plus ou moins longue d'un nombre beaucoup plus important de victimes. Logique effrayante ! Calcul atroce ! Mais franchise qui nous parait préférable à l'hypocrisie de ceux qui hurlent contre l'anéantissement atomique de l'humanité... civile et glorifient l'anéantissement « classique » de millions d'humanités en uniformes.

Il reste que les deux exemples cités par H. D. demeurent — aura-t-il la bonne foi d'en convenir ? — des exceptions qui confirment la règle. Aucun homme d'Etat américain ne peut agir sans débat préalable ou rétrospectif sur ses décisions. En régime totalitaire c'est l'arbitraire qui est la règle, et le débat l'exception. On peut ne pas vouloir choisir entre deux régimes, on se doit au moins d'en fixer la nature propre.

Notre choix — incriminé par H. D. — n'est pas positif. Nous ne sommes pas **pour** le régime démocratique bourgeois. Nous sommes **contre** le régime totalitaire. Nous ne sommes pas **pour** la libre entreprise. **Nous sommes contre l'étatisme et le nationalisme, contre tout ce qui paralyse ou annihile la pensée libre et la liberté du mouvement ouvrier.**

Roger **HAGNAUER.**

P.-S. — La virulence de la réponse de Hem Day ne me gêne nullement pour rendre hommage à l'œuvre courageuse et utile de ce publiciste libertaire.

En particulier nous tenons à signaler les cinq derniers cahiers de **Pensée et Action**, consacrés :

1) à William Godwin, philosophe de la justice et de la liberté ;

2) à Jean-Baptiste Clément ;

3) au Discours de la servitude volontaire d'Etienne de la Boétie ;

4) à Ernestan et le socialiste libertaire ;

5) à Elisée Reclus, savant et anarchiste.

S'adresser à Louis Louvet, 34, rue des Bergers, Paris (15). CCP 880-87.

(Chaque cahier : 30 francs belges ou 125 francs français.)

1906-1956

L'Union des Syndicalistes a décidé de publier sa première brochure inaugurant son action.

Cette brochure reproduira l'étude de R. Hagnauer sur l'Actualité de la Charte d'Amiens, **parue dans la R.P., le texte de la Charte et le compte rendu du congrès d'Amiens de Pierre Monatte.**

Mais elle contiendra aussi deux textes inédits :

1) une préface de Pierre Monatte sur 1906-1956.

Personne n'était plus qualifié que le vétéran de 1906 pour indiquer ce qui vit encore, ce qui doit revivre en 1956 du syndicalisme de 1906.

2) le texte de l'Appel de l'Union des Syndicalistes.

Nous voulons assurer à cette brochure la plus large diffusion. Tous nos amis doivent nous aider en prenant la charge d'un certain nombre d'exemplaires.

La brochure est vendue 50 francs l'exemplaire. Mais nous avons décidé de consentir une réduction de 50 % aux vendeurs et propagandistes en livrant 20 brochures pour 500 francs.

Adresser courrier, commandes et mandats à la R.P., en précisant : Union des Syndicalistes — brochure sur la Charte d'Amiens.

La politique russe envers l'Espagne

Sous le titre « Déclaration du Parti Communiste d'Espagne », « Pour la réconciliation nationale — Pour une solution démocratique et pacifique du problème espagnol », un texte signé du Comité Central du P.C. d'Espagne a été diffusé dans les milieux de correspondants de presse, journalistes diplomatiques et chroniqueurs de politique étrangère.

Cette « déclaration » datée de juin 1956 nous apparait revêtir une importance extrême, à la fois pour comprendre le jeu communiste à l'intérieur de la péninsule ibérique, et pour saisir un exemple particulier de la diplomatie russe, appliquée méthodiquement suivant une politique centrale, et ne se souciant en aucune façon d'une quelconque morale ou perspective socialiste.

Le fait que cette déclaration n'ait été mise en circulation que dans des cercles relativement restreints, et non-politiques au sens populaire du mot, est significatif en soi : il s'agit d'une prise de position destinée à rassurer les milieux diplomatiques, à réintroduire une image gentillette d'un parti communiste espagnol acceptant les règles démocratiques, n'exigeant rien d'autre que d'être admis par les forces politiques ibériques, et ne revendiquant rien de précis en dehors du retour à la neutralité « traditionnelle » de l'Espagne.

Nous donnons ci-dessous les passages principaux de la déclaration ; ces extraits permettent de comprendre : que dans la phase actuelle de l'évolution espagnole les Soviets ne misent pas sur la résistance intérieure, ni sur l'action de leur organisation politique espagnole ; qu'ils veulent convaincre les éléments de toutes obédiences de la rentabilité de la « coexistence » avec l'Est, quel que soit le régime intérieur ; que le P.C. s'offre à garantir l'ordre contre les forces ouvrières révolutionnaires, c'est-à-dire contre la C.N.T. et l'U.G.T.

Ce n'est pas par hasard que depuis plusieurs mois il n'est pas un congrès international réuni en Espagne franquiste qui ne compte des délégués russes, ni que, par l'intermédiaire des Etats satellites, les relations économiques entre l'Espagne et le bloc soviétique se soient développées ; ni enfin que sur les grands problèmes internationaux, Franco choisisse les thèses nuancées du neutralisme.

Louis MERCIER.

EXTRAITS D'UNE DÉCLARATION DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE POUR LA RÉCONCILIATION NATIONALE POUR UNE SOLUTION DÉMOCRATIQUE ET PACIFIQUE DU PROBLÈME ESPAGNOL

. . . .

Mais dans les dernières années, il s'est produit une importante évolution. Des forces considérables, qui faisaient en d'autres temps partie du camp franquiste, ont montré leur désaccord avec une politique qui maintient vivant l'esprit de guerre civile.

Dans le camp républicain, les opinions de ceux qui estiment qu'il faut enterrer les haines et les rancunes de la guerre civile sont plus nombreuses et plus influentes, parce que l'esprit de revanche n'est pas un sentiment constructif.

. . . .

Les forces démocratiques espagnoles ne peuvent pas, comme elles l'ont fait jusqu'ici, demeurer en marge de la vie nationale, dans l'impossibilité de l'enrichir et de la servir avec leur apport culturel et leur expérience politique.

. . . .

Le Parti Communiste d'Espagne, à l'approche de l'anniversaire du 18 juillet, appelle tous les Espagnols, des catholiques, monarchistes, démocrates chrétiens et libéraux, aux républicains, nationalistes basques ,catalans et galiciens, syndicalistes, socialistes, à proclamer comme un objectif commun à tous, la réconciliation nationale.

. . . .

Sous la pression de l'ambiance universelle qui condamnait la guerre et réclamait la solution pacifique des problèmes internationaux en litige, la Conférence des chefs de gouvernement de l'Union Soviétique, de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis eut lieu à Genève. Ce que l'on a appelé « l'esprit de Genève » y naquit. L'esprit de Genève signifie que la méthode de la discussion et de la négociation est celle qui doit déterminer les relations entre les Etats, indépendamment de leur régime politique et social.

La politique impérialiste de blocs agressifs, de « guerre froide », que préconisent les milieux impérialistes dominants aux Etats-Unis est opposée à l'esprit de Genève.

Le profond contraste entre la dangereuse et aventurière direction de la politique nord-américaine et la conséquente politique de l'Union Soviétique et d'autres Etats en faveur de la coexistence pacifique apparait de plus en plus clairement aux yeux des peuples, y compris du peuple espagnol.

Cela, associé aux succès de l'édification du socialisme, explique le croissant prestige et l'influence mondiale de l'Union Soviétique, prestige et influence qui sont aussi une réalité en Espagne. L'ignorer serait une profonde erreur.

. . . .

D'après la presse espagnole, les échanges commerciaux des pays socialistes avec de nombreuses républiques de l'Amérique latine ont doublé. Notre voisin, le Portugal, développe et accroît son commerce avec la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et la République Démocratique allemande.

. . . .

La visite en Union Soviétique du Président de la République yougoslave, le camarade Yosip Broz-Tito, et l'heureux résultat des négociations soviéto-yougoslaves ont une importance extraordinaire pour la détente ultérieure de la tension internationale, pour la consolidation de la paix et l'unité du mouvement ouvrier mondial.

. . . .

Les positions publiques du Pape en faveur du désarmement et de la prohibition des armes atomiques, son changement de ton en parlant de certains problèmes du monde contemporain, sont le reflet des puissants courants qui se répandent parmi les catholiques de tous les pays en faveur de la paix et de la collaboration internationales.

Le principe selon lequel l'Eglise peut coexister avec différents régimes sociaux et politiques se fraie un chemin dans la conscience du monde catholique, et il est appelé à exercer une influence très bienfaisante sur le développement historique de l'Espagne.

. . . .

La neutralité a aussi été dans le passé la politique de l'Espagne. Même pendant la dernière guerre mondiale, Franco n'a pas pu l'ignorer tout à fait — quoiqu'il la compromit par une non-belligérance active. Le pacte avec les Etats-Unis est un pacte de guerre ; il contraint l'Espagne à abandonner la neutralité qui a été si profitable pour notre pays. Les facteurs qui dans le passé conseillèrent la politique de neutralité continuent à agir. Dans les nouvelles conditions mondiales, la neutralité pourrait être la forme concrète de l'incorporation de l'Espagne au grand courant de paix et de coexistence. Ainsi l'entendent, en plus du peuple, d'importantes forces de la bourgeoisie espagnole qui réclament, avec juste raison, le retour à la neutralité traditionnelle.

. . . .

Le peuple espagnol, comme tous les peuples du monde, doit demeurer vigilant et alerte. Le gouvernement de Franco, en appliquant les accords avec les Etats-Unis, réalise une politique de réarmement La construction des bases militaires prévues dans ces accords porte en soi un grave danger pour l'Espagne, comme M. Martin Artajo l'a reconnu, en fait, à Washington.

. . . .

Progressivement, une série de pays capitalistes rompent les entraves que les Etats-Unis avaient imposées à leur commerce. C'est un des principaux aspects du processus au moyen duquel ces pays se libèrent d'une dépendance qui nuisait à leurs intérêts nationaux.

. . . .

Dans les milieux industriels, commerçants et agricoles de notre pays, de même que parmi les travailleurs et les intellectuels, on comprend de mieux en mieux les préjudices que cause à l'économie espagnole le fait que l'Espagne soit l'unique pays d'Europe sans relations commerciales directes avec les pays du monde socialiste.

Dans ces milieux habitués au traitement inégal que l'Espagne a reçu traditionnellement de la part de certains Etats, l'attitude de l'U.R.S.S. dans ses relations commerciales avec les autres pays produit une grande impression. L'Union Soviétique, non seulement observe le principe de l'égalité et des avantages mutuels, mais elle prête son aide technique et scientifique aux pays faiblement développés, sans leur imposer aucun genre de conditions politiques. Il en est ainsi de l'Inde, de l'Afghanistan, de la Birmanie, de l'Egypte, de la Syrie et d'autres pays. L'Union Soviétique a fait des offres semblables aux pays d'Amérique latine.

L'Espagne a besoin de renouveler une grande partie des machines et de l'outillage de son industrie et de développer celle-ci ; de renouveler son parc ferroviaire et d'acquérir d'autres moyens de transport ; de mécaniser l'agriculture ; d'obtenir des matières premières pour son développement industriel. En échange de ces marchandises, l'Espagne pourrait vendre une partie de ses produits d'exportation : minéraux et produits agricoles, textiles et conserves, etc. Les chantiers navals espagnols pourraient construire des bateaux pour des pays avec lesquels nous n'avons pas de relations aujourd'hui.

Seule la politique extérieure de l'actuel gouvernement empêche l'Espagne de commercer avec l'Union Soviétique et les pays socialistes. Commercer avec ces pays ne signifie pas supprimer ou diminuer le commerce avec les pays capitalistes, y compris les Etats-Unis, d'accord avec les intérêts nationaux de l'Espagne et sans dépendre de personne. Il n'y a pas de doute que le développement du commerce avec les pays socialistes aiderait l'agriculture et l'industrie espagnoles à obtenir de meilleures conditions dans les pays capitalistes.

. . . .

Le Parti Communiste considère que, actuellement, une politique extérieure vraiment nationale, capable de trouver l'appui des diverses classes et couches sociales du pays devrait inclure des mesures telles que les suivantes :

1. — Rétablissement de la politique de neutralité espagnole, interrompue par le général Franco.
2. — Relations commerciales avec tous les pays, aussi bien du camp capitaliste que du camp socialiste, sur la base de l'intérêt réciproque.
3. — Rétablissement des relations diplomatiques avec l'Union Soviétique, la Chine et tous les Etats avec lesquels ces relations n'existent pas aujourd'hui, indépendamment de leur régime social.
4. — Application fidèle des accords qui reconnaissent l'indépendance du Maroc et coopération amicale avec le nouvel Etat marocain.
5. — Fidélité aux principes de la charte de l'ONU et des organisations dépendantes de celle-ci auxquelles participe l'Espagne.

. . . .

Ces derniers temps, d'importantes forces sociales et politiques adoptent des positions coïncidant avec une série de revendications que le Parti Communiste avait inscrites dans son programme, répondant ainsi à cette nécessité d'une meilleure distribution du revenu national. Ce fait, si significatif, démontre l'existence d'une base commune de collaboration entre le Parti Communiste, qui représente les intérêts de la classe ouvrière, et les forces politiques — catholiques, libérales, républicaines — qui représentent les intérêts de groupes sociaux déterminés.

. . . .

Sur quoi se base le Parti Communiste pour affirmer que la réconciliation nationale est une possibilité réelle ? Sur quoi nous basons-nous pour déclarer qu'un changement pacifique est possible en Espagne, qu'il est possible de remplacer la dictature du général Franco sans violence, sans insurrection, sans guerre civile ?

Pour affirmer ceci, le Parti Communiste se base sur le fait qu'il est en train de se créer une nouvelle situation dans laquelle la dernière guerre civile cesse d'être la ligne de division entre les Espagnols et que devant eux se posent au premier plan les problèmes de la liberté, de la souveraineté nationale et du développement économique du pays.

. . . .

Parmi les nouvelles formations, celles qui jusqu'à présent se sont montrées plus ouvertement sont : la dénommée troisième force monarchiste, dans laquelle apparait comme idéologue Calvo Serer ; le mouvement libéral au sein duquel se détachent des hommes comme Pedro Lain, Dionisio Ridruejo et le Dr. Maranon et les dirigeants universitaires récemment emprisonnés par la dictature, et la démocratie chrétienne.

La dénommée « troisième force » monarchiste est sans doute celle qui se caractérise par une position plus à droite. Pratiquement, c'est l'expression de la pensée catholique traditionnelle et monarchique. Entre ses conceptions et celles du Parti Communiste, par exemple, il y a des différences énormes. Cependant, la participation des uns et des autres dans un régime parlementaire, avec nos points de vue différents et opposés, est parfaitement possible.

. . . .

L'idéologie de la démocratie chrétienne est opposée à l'idéologie du communisme. Mais dans les articles publiés par Monseigneur Zacarias de Viscarra dans « Ecclesia » et dans certaines attitudes de hiérarchies ou de catholiques éminents, se manifeste, en parlant du Parti Communiste, un ton conciliant, civil, qui contraste avec les appels à notre extermination physique, appels qui furent faits par d'autres catholiques et en d'autres périodes. Dans les articles

mentionnés, le problème de la lutte ne se pose plus sur le terrain de la guerre civile mais sur le terrain idéologique. Nous pensons aussi que la discussion, la polémique, la lutte d'idées et non la violence physique, sont les formes qui doivent être utilisées pour trouver une issue aux différences politiques et idéologiques.

La cristallisation d'un parti démocrate chrétien est un fait qui est en train de se produire. Dans d'autres pays, les communistes et la démocratie chrétienne ont collaboré dans la lutte contre le fascisme et ils ont même participé ensemble dans différents gouvernements ; ils agissent ensemble au sein de la démocratie parlementaire. L'Espagne n'a pas à être une exception.

....

Des changements très importants ont lieu au sein des Syndicats Verticaux et des « Hermandades ». En dépit de l'attitude de certaines hautes hiérarchies franquistes qui agissent en tant que frein, la pression des travailleurs et l'attitude de toute une série de délégués syndicaux, de membres des sections sociales et de bon nombre de fonctionnaires syndicaux ont conduit le secteur ouvrier de ces syndicats à prendre dans les Congrès de travailleurs des accords qui se trouvent en franche opposition avec la politique du régime et qui correspondent aux intérêts de classe des travailleurs.

Les « Hermandades » agraires sont en train de se transformer d'instruments de domination sur les masses paysannes en organisations de résistance contre la politique catastrophique de la dictature à la campagne, organisations qu'utilisent les paysans pour défendre leurs intérêts menacés.

....

Dans certains cas, les dénommés phalangistes de gauche, les catholiques, les démocrates chrétiens, les libéraux et nous, communistes, avons déjà fait des essais de collaboration sur la base d'un contenu démocratique. Et quoique ces essais aient eu jusqu'à présent un caractère limité, l'expérience a été positive pour les uns et pour les autres. Il a été prouvé que le fait d'avoir lutté il y a vingt ans dans des camps opposés n'était pas un obstacle infranchissable pour marcher unis.

....

Donc, nous pouvons parler aujourd'hui de la réconciliation des Espagnols, d'une large entente ou front national, non comme d'une ligne pour l'avenir, mais comme de quelque chose qui commence à naître, plein de vie, et qui mûrira.

....

La frontière entre ce qui est légal et ce qui est illégal suivant les lois franquistes s'estompe. Le droit de pétition est légal ; les manifestations de rue ne le sont pas. Mais il n'y a aucune muraille de Chine entre l'exercice du premier par les étudiants et le passage aux manifestations publiques ; l'un suit l'autre.

....

L'entente entre les diverses forces de gauche et de droite est la condition pour que se produisent pacifiquement les changements vers la démocratie.

....

L'interprétation que nous, communistes, donnons du concept de paix civile, de réconciliation des Espagnols, part du principe que la démocratie qui se rétablira en Espagne ne pourra pas être exclusivement pour les forces de gauche ou pour celles de droite. Les deux doivent avoir leur place au sein de cette démocratie. La norme de conduite doit être, pour les uns et pour les autres, le respect de la légalité démocratique ; l'engagement de ne pas recourir à la guerre civile ni aux violences physiques pour décider des différences politico-sociales ; le respect de la volonté populaire régulièrement exprimée par des élections libres.

....

A son tour, la classe ouvrière a acquis une plus grande maturité politique, une expérience révolutionnaire, une plus grande connaissance et compréhension de son rôle dans la société, et elle ne se laissera pas entraîner par les propagandes infantiles apparemment révolutionnaires, mais contraires à ses véritables intérêts.

....

LE COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE.

Juin 1956.

A propos d'Edouard VAILLANT

Cette Table Ronde ne fait pas trop mal les choses, même si elle a obligé à des suppressions pour s'en tenir à 524 pages. La présentation est convenable et le contenu est assez substantiel pour tirer enfin Vaillant de l'oubli et lui faire sa vraie place. Je crois qu'il est mieux encore qu'un « grand » socialiste, un leader « exceptionnel » parmi tous ceux qu'on retrouve dans le livre. Il n'avait rien de ce que possédaient la plupart : le brillant, l'éloquence — ou ce qu'on considère comme telle — de réunion publique, le développement classique en périodes, les gestes, etc., mais il avait ce qu'on ne retrouve chez aucun autre : une honnêteté que même sa longue vie parlementaire n'entama jamais. Etranger dans le Parti à toutes les petites manœuvres, aux combinaisons, il se refusa, au Palais-Bourbon, à cette espèce de « camaraderie » qui est déjà une forme de la corruption parlementaire. Dommanget a bien raison de dire qu'on pourrait prendre chez lui, même aujourd'hui, beaucoup de choses et justement sur cette question de parlementarisme qu'on aborde toujours comme si on n'avait pas là-dessus une expérience cependant assez riche qui permettrait de la résoudre, de lui donner sa juste solution, de même sur ces rapports, éternellement discutés, entre partis politiques et syndicats. Sur tout ça, tout ce qu'il dit et écrit est très juste et on serait contraint de le reconnaître si on n'abordait pas ces problèmes avec la tête encombrée de conceptions qui se refusent à tenir compte des expériences... Mon métier de rédacteur parlementaire à la *Bataille Syndicaliste* fut l'occasion d'une rencontre tout à fait exceptionnelle, si rare que je l'ai encore tout à fait présente à l'esprit. C'était en 1913, quand la guerre s'approchait : le gouvernement avait décidé de maintenir la classe libérable sous les drapeaux ; les soldats s'insurgèrent, furent déférés devant les conseils de guerre. Pour assurer leur défense, la *B.S.* prit l'initiative de créer un comité spécial pour rassembler tous ceux révolutionnaires et pacifistes assez clairvoyants pour comprendre ce que signifiait la mesure de maintien sous les drapeaux. Le comité ouvrit une souscription et un jour, à la Chambre, j'eus la surprise d'apprendre que Vaillant me priait de descendre dans la salle des Pas Perdus car il tenait à figurer parmi les premiers souscripteurs. Le fait mérite d'autant plus d'être rappelé que la *B.S.* était plutôt antiparlementaire et que les parlementaires socialistes y étaient traités sans cordialité — sauf quelques-uns, dont Vaillant. Cela donnerait toute sa signification à son geste. Il ne nous tenait donc pas rancune des critiques que nous dirigions contre ses collègues du groupe. Elles étaient toujours bien orientées et sans doute les approuvait-il. J'ai raconté quelque part que lorsque Lépine, nouvellement élu, fit son apparition à la Chambre, c'est un député socialiste, Arthur Rozier, qui traversa une bonne partie de l'hémicycle pour aller le saluer, publiquement et cordialement. Un vrai scandale, plus sensible à Vaillant qu'à tout autre, puisque comme le rappelle le livre de Dommanger, c'est le sinistre petit bonhomme qui s'arrogeait la mission d'empêcher Vaillant de parler devant le Mur.

(Extrait d'une lettre sur le livre de Dommanget, paru à « La Table Ronde ».)

A. ROSMER.

Propos d'un syndicaliste têtu...

Le phénomène de « déstalinisation » développe ses séquelles. Et nous ne songeons pas à clore le débat, et nous n'avons aucun pouvoir pour arrêter l'expérience.

Mais il semble que certains de nos amis oublient trop facilement que notre opposition au système dit stalinien n'a jamais été déterminée par la seule personne de Staline.

Etiquette neuve sur vieille bouteille

On peut fort bien envisager aujourd'hui le passage du czarisme tyrannique au czarisme libéral — et l'assouplissement du système colonial dans les Etats vassaux de Moscou. On peut en déduire des espoirs de Front Unique en Occident. Nous ne sommes ni convaincus ni séduits. Mais nous ne nous enfermons pas dans une hostilité fermée et imperméable.

Pas plus que nous ne songeons à fuir ceux qui militent dans des partis politiques.

Ce qui est « impensable » pour nous, c'est de passer l'éponge sur trente ans d'Histoire et de nous replacer simplement sur nos positions de 1924.

Nous avons vécu l'expérience d'un parti socialiste dont la démocratie intérieure réelle se traduisait par le fractionnement sous des disciplines antagonistes.

Nous avons vécu l'expérience d'un parti communiste tendant à monopoliser l'idée révolutionnaire et à diriger le prolétariat révolutionnaire. Nous avons vécu, lors de la dégénérescence stalinienne, l'expérience d'oppositions communistes successives animées par la conception d'un parti idéal, régénéré, pur... dans l'abstrait.

Nous comprenons ceux qui jugent utile de rejoindre les sections d'un parti politique, où règne encore une démocratie relative, où l'adhérent garde une relative liberté de choix, dont la propagande ne force pas les consciences et ne mobilise pas les hommes. La vieille « Vie Ouvrière » d'avant 1914 comptait parmi ses abonnés des militants socialistes dont l'influence au sein de leur parti n'était pas négligeable.

C'est une autre conception qui détermine l'espoir d'un nouveau parti communiste où se retrouveraient les ex-staliniens déstalinisés et les oppositionnels de toutes les cuvées. Que la discussion à l'intérieur y soit plus ou moins libre ; la conclusion reste invariable. Il s'agit bien de représenter « la conscience ouvrière », de ne tolérer les hérésies que le temps nécessaire pour convaincre, forcer ou chasser les hérétiques. Il s'agit surtout de monopoliser la volonté révolutionnaire avant la Révolution et le pouvoir révolutionnaire, après.

On comprend mal que certains de nos amis tirent argument de la corruption et de la dissociation des syndicats pour formuler des objections à notre critique ou notre condamnation des partis.

Ce n'est pas parce qu'ils sont corrompus que nous nous méfions des partis. *Nous pourrions même affirmer que leur corruption amoindrit le danger qu'ils représentent.* Un parti socialiste honnête, fidèle à son programme, aspire normalement à former le gouvernement et diriger l'Etat. Un parti communiste pur, idéal ne se proposerait pas d'autre but que d'être l'instrument de la dictature dite du prolétariat, renforçant l'Etat jusqu'à la perfection totalitaire.

Or non seulement, nous n'ambitionnons pas de gouverner l'Etat directement ou par mandataires, mais nous voulons agir et construire hors de l'Etat, limiter ses pouvoirs, contrarier sa souveraineté.

D'abord parce que l'Etat démocratique ou totalitaire est nécessairement la « chose » d'une oligarchie... que celle-ci forme un personnel politique mouvant, une caste fermée ou une classe sociale. Par sa nature, la classe ouvrière ne pouvant gérer l'Etat, doit édifier ses propres institutions.

Ensuite, parce qu'actuellement, dans nos pays occidentaux, l'Etat national souverain paralyse le progrès technique et social, devient réactionnaire et anachronique.

Il n'est pas question de comparer les partis aux syndicats, mais d'opposer aux prétentions des partis, c'est-à-dire de l'*Etat présent ou futur*, le syndicalisme, c'est-à-dire l'*indépendance de la classe ouvrière*.

Si les syndicats sont actuellement réduits à un rôle subalterne par leur faiblesse numérique et morale, si leurs directions sont bureaucratisées, c'est parce que les dirigeants syndicaux sont soumis à l'esprit de parti ou associés à l'Etat, parce que la classe ouvrière attend que l'Etat ou les partis assurent son bien-être, sa sécurité ou prennent le pouvoir en son nom.

Un « nouveau parti » procurera peut-être à des révolutionnaires sincères une satisfaction idéologique et un « engagement » viril.

Son échec nous vaudrait de nouveaux motifs de découragement. Son succès même relatif ne pourrait que contrarier la renaissance du syndicalisme, en ouvrant aux militants ouvriers une nouvelle voie d'évasion.

Le nationalisme des partis

Mais si l'on se place sur le plan international, ne peut-on espérer par un nouveau parti, la renaissance de l'internationalisme, de l'esprit de Zimmerwald ?

Nous sommes si profondément convaincus de l'urgence d'une telle entreprise que nous pourrions y sacrifier notre intransigeance syndicaliste.

Malheureusement nos observations présentes ne nous encouragent guère à un tel sacrifice.

Les partis socialistes occidentaux se révèlent de jour en jour plus incapables de mener une politique internationale, même une simple politique européenne. Guy Mollet — qui nous parut un moment beaucoup plus raisonnable que les Naegelen et les Daniel Meyer, zélés défenseurs du désarmement allemand et de l'armée française — veut avec Lacoste « octroyer » aux Algériens, un statut au nom de l'Etat français souverain. Il n'est... « internationaliste » que pour sauvegarder à Suez le prestige de la France. Il se rencontre avec Eden contre les travaillistes. Et si Adenauer le rejoint, ce n'est certes pas au

nom des social-démocrates allemands, qui se sont si souvent enlisés dans le nationalisme.

Les partis communistes opèrent partout sous le drapeau du nationalisme. Odieuse duperie, sans nul doute. Le terme dû à Léon Blum de nationalistes étrangers leur convient assez bien. Agents surtout de l'impérialisme le plus redoutable. Et la déstalinisation des pays vassaux de Moscou ne réussirait que *par des réactions nationalistes*... peut-être sous des drapeaux communistes.

L'exemple de Tito le prouve. Il s'agit bien ici d'un nationalisme qui sans doute réussit à contenir le colonialisme russe, mais qui reste aujourd'hui à la fois exclusif et expansif. Même lorsque le titisme recherche des alliances... « socialistes »... ou soutient (après Walter Reuther) l'idée d'une internationalisation de l'aide aux pays sous-développés... ce sont les seuls intérêts de la Yougoslavie et du parti totalitaire yougoslave qui plus ou moins clairement provoquent ses démarches. Le plus navrant, c'est l'évocation et l'exaltation dans la presse officielle titiste de l'alliance franco-serbe de 1914-1918. En 1914, les socialistes serbes — précurseurs de Zimmerwald — avaient voté contre la guerre.

Restent les trotskystes, d'ailleurs divisés et réduits à des sectes impuissantes. Leurs formules peuvent abuser. En fait leur internationalisme n'est pas ouvrier, mais *trotskyste*, c'est-à-dire qu'ils excluent de l'Internationale les classes ouvrières et les peuples qui n'agissent pas dans le sens de leur... « *léninisme* ». Et celui-ci — au terme de la « déstalinisation » — réside toujours dans les « Etats ouvriers »... c'est-à-dire, l'U.R.S.S. et ses colonies... demain peut-être Etats nationalo-communistes où l'on n'entendra le prolétariat que s'il parle... « léniniste ».

On nous objecte non sans raison que *la Confédération Internationale des Syndicats libres* — la seule Internationale syndicale authentique — n'a guère conçu et mené de politique ouvrière internationale. C'est que ses centrales (celles d'Europe plus que celles d'Amérique, quoi que l'on prétende) n'ont pas été capables de se libérer des « complexes » nationaux. Cependant, si timides que soient ses thèses, si pesant que soit son appareil, si fonctionnarisés que soient ses hommes... c'est encore la seule organisation qui ait tenté quelques entreprises de caractère international.

Une politique ouvrière internationale ne s'exprime pas par des résolutions... des vœux ou des alibis. Elle tend à développer *en même temps* dans les pays arriérés l'industrialisation et un mouvement ouvrier indépendant. Elle tend à créer par-dessus les frontières les institutions sociales adaptées à un monde que la technique unifie.

La C.I.S.L. pourrait engager cette politique. Cela dépend du dynamisme de son organisation et de ses hommes. Un nouveau parti, si internationalistes de principe que soient ses animateurs, réussirait peut-être (et les expériences actuelles prouvent que c'est une possibilité très limitée) à diffuser une doctrine et un programme dans des groupes sympathisants hors frontière. Il ne pourrait rien réaliser. Il obtiendrait même des résultats contraires à son inspiration, en isolant les militants des vieux partis socialistes au sein desquels on peut au moins gêner l'étatisme national.

De la sécurité étatiste au risque révolutionnaire

Il nous est arrivé, malgré notre incompétence, d'attirer l'attention sur l'accroissement considérable des pouvoirs économiques de l'Etat. Le dirigisme, politique quelque peu arbitraire, n'a été systématiquement appliqué chez nous qu'en des circonstances exceptionnelles. Ce qui est ordinaire, c'est l'énorme pression exercée sur la production et les échanges par les entreprises nationalisées et les organes étatiques.

Des gens compétents ont souri de notre outrecuidance. Voici cependant une sérieuse confirmation de notre thèse dans la dernière publication des *Editions ouvrières : Les hommes des temps qui viennent*, de Pierre Bleton. L'ouvrage mérite un examen plus approfondi.

Relevons simplement aujourd'hui cette observation grosse de conséquences : « *l'Etat dépasse tous les trusts, non pas parce qu'il est l'Etat, mais parce qu'il est le plus gros d'entre eux* ». Une note précise : « *On a présent à l'esprit l'Electricité, les Charbonnages, le Gaz de France, les banques, les compagnies d'assurances,... Mais a-t-on réfléchi qu'avec l'Office chérifien des Phosphates, l'Office national Industriel de l'Azote et les mines domaniales de Potasse d'Alsace, l'Etat commande tout le marché des engrais ? Qu'avec le bureau minier de la France d'outre-mer, il est présent dans toutes nos entreprises de prospection dans l'Union française ? On pourrait multiplier les exemples.* »

Comme le dit et le prouve R. Louzon *(Les Etudes matérialistes du 2e trimestre 1956)* l'intervention de l'Etat (qui même aux Etats-Unis est devenue de plus en plus efficace) aboutit à substituer une économie *artificielle* à une économie *naturelle*, « l'absurde au rationnel ». Il ajoute, il est vrai, que les états nationaux sont appelés à disparaître, et que le progrès technique sous un Etat mondial peut compenser les absurdités des productions artificielles maintenues contre toutes les lois naturelles. Mais dans ce cas, seul le progrès technique peut garantir le maintien du niveau de vie.

Tandis que les frontières nationales protègent les productions agricole et industrielle techniquement défectueuses, et permettent à l'Etat de fixer le niveau de vie, selon les possibilités nationales.

On pourrait tirer des études de Pierre Bleton une autre indication intéressante. C'est que les épargnes individuelles — dont le total est à peu près équivalent à celui des dernières années du XIXe siècle et des débuts du XXe siècle — n'interviennent que pour une faible part dans les investissements (10 % du total dans l'hypothèse la plus favorable — alors qu'en 1953, 76 % proviennent de « l'autofinancement des entreprises et 12 % de l'Etat).

L'épargnant, en règle générale, ne veut pas aventurer le produit de son épargne. Il veut que l'Etat assure « la sécurité pour son capital » ; cependant que l'Etat contrôle « la Sécurité sociale au bénéfice des travailleurs. » L'étatisme se développe et se maintient par *la peur du risque* chez le capitaliste, l'épargnant et l'ouvrier. Et l'étatisme c'est le capitalisme d'Etat, qui ne s'est mué en socialisme d'Etat, par l'élimination *artificielle* des conflits sociaux, que sous la forme du totalitarisme.

On peut, par désir de tranquillité, rêver d'une fonctionnarisation parfaite, d'un assujetissement parfait. A condition de contenir les « prolétaires parfaits » des pays sous-développés. Mais un véritable révolutionnaire accepte de « vivre dangereusement » et refuse la stagnation dans la sécurité. Il est donc antiétatiste par vocation autant que par conviction.

R. HAGNAUER.

Notes d'Economie et de Politique

LA REVOLUTION PERMANENTE

Je ne veux point parler ici de la thèse de Trotsky sur la « révolution permanente », ni des polémiques plus ou moins fangeuses auxquelles elle donna lieu lorsqu'il s'agissait d'abattre Trotsky. Ce sur quoi je voudrais simplement attirer l'attention, c'est sur ce fait que les révolutions profondes qui bâtissent une nouvelle société sur de nouveaux principes, telle la Révolution française, sont appelées à se propager tout autour des lieux où elles ont pris naissance, au fur et à mesure que les conditions techniques et économiques qui ont présidé à la naissance de la révolution dans son pays d'origine se propagent elles-mêmes dans les régions d'alentour — et que cette propagation peut s'étaler sur plusieurs siècles.

C'est ainsi que la grande révolution de la fin du XVIII[e] siècle, la révolution bourgeoise, qui a débuté — fait remarquable — par la libération d'une colonie (guerre d'indépendance des Etats-Unis) et dont notre révolution de 89 a été l'acte décisif, n'a point encore achevé sa course à travers le monde.

Le siècle dernier l'a vue s'étendre à l'Europe centrale : en se délivrant de la domination autrichienne et du pouvoir du pape, l'Italie se débarrassait, du même coup, de l'ancien régime, cependant qu'en réalisant son unité, l'Allemagne échappait à sa condition moyenâgeuse ; mais en 1918, la chute de François-Joseph débarrassait de la carcasse de cette relique directe du moyen âge qu'était l'empire austro-hongrois, successeur du Saint-Empire romain germanique, les peuples enserrés par elle.

Mais c'est maintenant hors d'Europe que les principes de 89 se propagent : c'est en Asie et en Afrique.

Tout le grand mouvement actuel de libération arabe n'est pas, en effet, autre chose que la plus récente phase de la Révolution française. Il s'agit pour ces peuples, de se libérer de la domination étrangère afin de « sortir du moyen âge », comme disent leurs dirigeants, et de se créer les conditions de vie d'une société moderne. Il s'agit pour eux de mettre fin au régime « féodal » des pachas, des bachaghas et des marabouts maintenus si soigneusement, tant qu'elle le put, par la puissance colonisatrice ou « protectrice », comme le moyen le plus sûr et le plus économique d'assurer sa domination. Si vous en doutez, si les déclarations de Bourguiba, de Fehrat Abbas et autres ne vous suffisent pas, vous n'avez qu'à voir les dernières réformes promulguées par le jeune gouvernement tunisien !

Aussi est-il vraiment absurde de comparer Nasser à Hitler ou à Mussolini. Ce sont de semblables comparaisons qui contribuent à ridiculiser les essais faits pour établir l'histoire sur une base scientifique. Elles sont absurdes parce qu'elles prennent comme termes de comparaison, les caractères superficiels d'un événement ou d'une situation donnée, au lieu de prendre leurs caractères essentiels. C'est à peu près comme si un biologiste classait les animaux d'après leur grandeur, ou un chimiste, les corps d'après leur couleur.

Nasser n'a rien de commun avec Hitler ou avec Mussolini, parce que Hitler et Mussolini avaient pour fonction d'étouffer une révolution qui menaçait de naître, alors que Nasser a pour fonction de promouvoir une révolution, celle que nous venons de dire, celle qui consiste à faire sortir l'Egypte du « moyen âge ».

De sorte que si l'on veut comparer le dictateur Nasser à un autre dictateur, ce ne peut être qu'a un dictateur *revolutionnaire*, car, comme l'histoire nous l'enseigne, et comme les anarchistes l'ont eux-mêmes constaté en Catalogne et en Aragon en 1936, toute revolution, si elle veut ne point être immédiatement vaincue, a besoin, malheureusement, d'un regime plus ou moins dictatorial, si dangereux que celui-ci puisse devenir pour la révolution elle-même. La revolution anglaise a eu Cromwell, la revolution française a eu les Jacobins et Robespierre.

Aussi, si l'on tient absolument à faire une comparaison, c'est à Robespierre qu'il faut comparer Nasser. Non seulement parce que l'un et l'autre ont assumé une tâche révolutionnaire au cours d'une révolution de même nature, mais aussi parce qu'ils sont semblables par bien de leurs traits personnels les plus marquants : l'austérité de leur vie, leur combat contre la corruption, la rigidité de leur politique, toutes qualités qui leur ont rendu également difficile, à eux deux, d'être personnellement « populaires » : on « ne les aime point » ; la vertu, en effet, n'est jamais « aimable ». Mais Nasser est moins sanguinaire que Robespierre : Robespierre fit guillotiner Danton, tandis que Nasser s'est contenté d'inviter Neguib à rester chez lui.

UNE « INTERNATIONALISATION » QUI EQUIVAUDRAIT A UNE SPOLIATION

Il faut se méfier des mots. Un même mot, voire une même action sous un même vocable, peuvent avoir, en réalité, des significations très différentes. Ici encore, il faut distinguer la « forme » du « fond ».

Un exemple, pour nous faire comprendre : l'aphorisme de Proudhon, « la propriété c'est le vol », constitue l'essence même du socialisme ; cependant, si un propriétaire s'empare de la propriété d'un autre ou veut s'en assurer la gestion et les fruits sous le prétexte que la propriété est le vol, il ne fera certes point du socialisme, mais du brigandage.

Or c'est une chose analogue qui se passe aujourd'hui, lorsque les compères impérialistes, Eden, Pineau et autres Dulles cherchent à s'emparer du canal de Suez, au nom de l'internationalisme !

Ah ! s'ils internationalisaient leurs propres propriétés, si, par exemple, l'Amérique internationalisait le canal de Panama, ce serait, certes, bien là de l'internationalisme, de l'internationalisme du meilleur aloi, et nous y applaudirions de tout cœur, mais les nations qui, sans rien lâcher, elles, prétendent dépouiller une autre des droits qu'elle possède sur son propre territoire au nom de l' « internationalisme » ne sont que des hypocrites et des fripouilles ; elles font de l'internationalisme juste comme ceux qui pratiquent la « reprise individuelle » font du socialisme, et ceux-ci ont-ils même encore des justifications que les autres n'ont pas.

Tout cela est bien évident, mais il nous faut voir de plus près ce qui pousse les puissances occidentales à vouloir frustrer définitivement

l'Egypte des bénéfices qu'elle pourrait retirer de la propriété de son canal, car ceci, couplé avec l'affaire du barrage d'Assouan, jette une lumière crue sur le mécanisme de l'impérialisme ; c'est une illustration typique de la manière dont s'y prennent les grandes puissances pour maintenir les pays sur lesquels elles ont établi leur domination à l'état de pays « sous-développés ».

Pour le voir, commençons, si vous voulez, par deux minutes d'économie politique.

En régime de propriété privée, le profit provient essentiellement de deux sources : d'une part, la plus-value, c'est-à-dire la différence entre la valeur de ce que le prolétaire produit et la valeur du salaire qu'il reçoit et, d'autre part, la rente, au sens ricardien du terme, c'est-à-dire la différence entre le bénéfice qui est fait sur une marchandise produite dans des conditions favorables avec un bas prix de revient, et celui qui est fait sur la même marchandise lorsqu'elle est produite dans des conditions défavorables, avec un haut prix de revient. Dans ce dernier cas, le producteur n'a comme bénéfice que la plus-value, tandis que, dans le premier, étant donné qu'une même marchandise se vend toujours au même prix quelles que soient les conditions dans lesquelles elle est produite, le bénéfice du producteur est constitué par la plus-value, plus l'économie qu'il a faite sur le prix de revient par rapport à celui de l'autre producteur.

Or les bénéfices les plus élevés, les vraiment gros bénéfices sont ceux qui proviennent de la rente. Certes, le capitaliste qui emploie suffisamment d'ouvriers peut vivre confortablement sur la seule plus-value que ceux-ci lui rapportent, mais c'est à peu près tout ; seule la rente, le super-bénéfice qui provient de la rente, et qui atteint parfois des chiffres presque astronomiques, permet, même au plus prodigue des bourgeois, de disposer de sommes beaucoup plus élevées que ce qu'il peut en dépenser pour ses propres besoins, et d'avoir, par suite, un surplus pour la création de nouvelles entreprises.

Cela fut particulièrement vrai dans les débuts de l'industrialisation. Alors que l'industrie n'existait presque pas encore, la plus-value qu'elle produisait, au total, était faible ; aussi n'est-ce en grande partie que grâce aux bénéfices exceptionnels que certains pouvaient réaliser du fait des conditions exceptionnelles dans lesquelles ils produisaient, que purent être trouvés les capitaux nécessaires aux premiers développements de l'industrie moderne. C'est donc, en définitive, par le moyen surtout (1), de leurs « richesses naturelles » ou de leurs « positions privilégiées » en tels ou tels domaines que les nations européennes furent à même de s'industrialiser.

C'est ainsi, par exemple, que durant la première phase de la révolution industrielle, celle durant laquelle l'industrie textile était la « grande industrie », l'Angleterre jouit d'une rente dans l'industrie du coton, du fait qu'avec les premiers métiers mécaniques on ne pouvait travailler le coton que dans un air d'une certaine humidité, et que l'atmosphère du Lancashire avait juste l'humidité nécessaire ; dans la seconde partie de la révolution industrielle, celle où la métallurgie fut reine, et où la navigation à vapeur devint à peu près le seul mode de navigation, l'Angleterre a joui de l'avantage d'avoir dans les mines du Pays de Galles un magnifique charbon à longue flamme qui convenait tout particulièrement au chauffage des chaudières des navires et qui pouvait grâce à cela être vendu plus cher qu'un autre charbon, même si son prix de revient était plus bas.

On pourrait multiplier ces exemples.

C'est en utilisant principalement les avantages naturels qu'il possède, qu'un pays peut faire les gros bénéfices qui lui permettent de fonder ou de développer des entreprises dans les domaines où il ne possède pas d'avantages particuliers, entreprises qui lui assureront néanmoins les bénéfices normaux qui découlent de l'exploitation du prolétariat et qui en feront un pays à industrie généralisée, un pays « développé », un pays « civilisé ».

Tel a donc été le processus général dans nos pays, les pays d'Occident, les pays complètement développés, mais il y est resté confiné, il n'a pas eu lieu dans les autres pays, les pays dits « sous-développés ».

Pourquoi cela ?

Est-ce parce que ces pays n'avaient point de richesses naturelles, ne possédaient aucune position privilégiée leur permettant d'obtenir une rente ? Nullement ! Mais c'est parce que ces pays étaient soumis à la domination politique d'autres pays, parce qu'ils étaient des colonies ou des semi-colonies, et que si la rente provenant de leurs richesses naturelles existait bien, elle était tout entière perçue par les ressortissants de l'Etat qui les tenait sous sa domination et qui employaient cette rente chez eux ou ailleurs, mais non point, si ce n'est exceptionnellement, dans le pays d'où ils la tiraient.

Par exemple, presque tous les pays sous-développés, colonies ou semi-colonies, ont des gisements de minerais souvent très importants et très riches, susceptibles de fournir des rentes élevées mais ces gisements sont, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent possédés et exploités par des nationaux de la puissance dominance.

Eh bien ! l'isthme de Suez est précisément l'un de ces avantages naturels, comme le climat du Lancashire ou les qualités du charbon du Pays de Galles, ou la richesse de tel ou tel gisement de cuivre du Congo ou de la Rhodésie. Avantage naturel qui consiste en ce que cet isthme permet de joindre directement par voie d'eau, dans des conditions particulièrement faciles, le monde de la mer Rouge et de l'océan Indien avec celui de la Méditerranée et de l'Atlantique.

Avantage naturel qui permettait de percevoir une rente élevée, égale, aux frais d'établissement et de gestion près, ou presque, à ce qu'auraient coûté aux navires empruntant le canal les 1.000, 2.000, 10.000 kilomètres supplémentaires que ceux-ci auraient à faire s'ils passaient par le cap de Bonne-Espérance (2).

Or, les choses ont bien eu lieu ainsi ; seulement, ce n'est point l'Egypte ni des Egyptiens qui ont perçu cette rente : ce fut la Compagnie Universelle du Canal de Suez, dont les actionnaires sont presque uniquement, depuis trois

(1) Je dis « surtout », parce que l'une des autres grandes sources de l' « accumulation primitive », celle sur laquelle Marx a principalement insisté, ne fut autre que le brigandage. Une grosse partie des capitaux qui servirent à l'industrialisation de la France et de l'Angleterre provenait des bénéfices réalisés dans la traite des Noirs.

(2) Comme toujours, pour la commodité de l'exposition, je simplifie. En fait, comme il n'est guère possible de prélever les droits de transit qu'en fonction du tonnage du bateau et non en fonction de son lieu de départ et de son lieu de destination, le droit de transit pour tous ne peut être supérieur à l'économie de parcours réalisée par ceux des navires passant par le canal pour lesquels l'économie de parcours est la plus petite, car sinon, on perdrait leur clientèle.

quarts de siècle, Français ou Anglais, et qui s'en sont servis pour leurs dépenses personnelles, ou pour la réaccumuler en capital quelque part dans le monde, mais pas spécialement en Egypte. La Compagnie elle-même, qui mettait en réserve une partie de ses bénéfices, n'en avait jamais placé jusque hier la moindre part en Egypte.

Voilà pourquoi l'Egypte ne put s'industrialiser avec la rente provenant de l'un des plus importants de ses avantages naturels, et ce fut l'une des raisons pour lesquelles elle dut rester à l'état de pays « sous-développé ».

En se réassurant la gestion du canal de Suez malgré sa nationalisation, tout comme les Anglais se sont réassuré la gestion des pétroles iraniens, après la chute de Mossadegh, malgré leur nationalisation, Anglais et Français veulent continuer à percevoir la rente du canal de Suez, non seulement pour ce que cela leur rapporte, mais encore et surtout afin de pouvoir continuer à priver l'Egypte — comme l'Iran — de ce qui lui permettrait de sortir par ses propres moyens de son état de pays sous-développé.

Je dis : par ses propres moyens, car ici nous arrivons au second aspect du drame que vit l'Egypte, et, avec elle, tous les pays sous-développés.

Sous la pression des mouvements d'indépendance nationale, les Etats d'Occident, tout spécialement l'Amérique, demeurée d'esprit plus ouvert et moins buté que la vieille Europe, ont commencé à s'apercevoir qu'ils ne pouvaient maintenir indéfiniment les pays qu'ils dominaient dans l'état de civilisation arriérée dans lequel ils les avaient jusqu'ici obligés à vivre ; aussi ont-ils décidé de les « développer » dans une certaine mesure, mais à une condition : c'est que ce soit sous leur propre direction, dans les limites qu'eux-mêmes fixeraient et à condition, aussi, bien entendu, que dans tous les domaines, et notamment dans le domaine politique, les Etats auxquels serait ainsi consentie une ristourne sur ce qu'on leur a enlevé, tiennent le plus grand compte des désirs, des « conseils », ou de la volonté de leurs « bienfaiteurs ». L'impérialisme du dollar se substituait ainsi à celui de la force armée.

C'est pourquoi, comme prélude au coup de Suez, il y a eu le coup d'Assouan.

Rappelons que l'Amérique avait décidé d'aider l'Egypte à construire à Assouan un grand barrage sur le Nil, à condition que la construction en ait lieu selon un plan et des directives, financières et techniques, minutieusement établis par le bailleur de fonds. L'Egypte avait finalement accepté toutes les conditions posées. Mais comme, entre temps, sa politique étrangère n'avait pas fait preuve d'une soumission parfaite aux désirs du Département d'Etat, comme elle avait commis cet acte d'indépendance inqualifiable d'acheter du matériel de guerre là où on voulait bien lui en vendre, l'Amérique retira brusquement son offre.

Assouan et Suez font donc apparaître dans toute sa clarté le mécanisme par lequel l'impérialisme entend maintenir sous sa tutelle, même après le retrait de ses forces armées, les pays maintenus par lui jusqu'à aujourd'hui à l'état de pays sous-développés : d'une part, on continue d'interdire à ces pays de se procurer eux-mêmes les capitaux qui leur sont nécessaires, en leur refusant de les laisser exploiter eux-mêmes leurs richesses naturelles, et, d'autre part, on consent à leur prêter des capitaux, mais à condition que ce prêt lie l'emprunteur au prêteur à la manière d'un « client » à son patron.

QUELQUES NOUVELLES IMPORTANTES :

L'O.T.A.N. en décomposition

L'envoi en Algérie de la plupart des troupes françaises destinées à défendre l'Europe, au sein de l'organisation de l'armée atlantique, le retrait par l'Angleterre d'un certain nombre de ses soldats jusqu'ici cantonnés en Allemagne pour les envoyer à Chypre, cependant que Gruenther, dégoûté de voir son œuvre ainsi sabotée, démissionnait et que Juin le suivait, avaient déjà considérablement affaibli l'O.T.A.N. Adenauer vient de lui porter le dernier coup. Alors que les 500.000 hommes que l'Allemagne s'était engagée à fournir, devaient faire de l'O.T.A.N., si elle avait conservé ses autres effectifs, une force à peu près capable de s'opposer à une attaque brusquée de la Russie, il apparaît maintenant comme à peu près certain que la fixation à un an du service militaire en Allemagne, au lieu des 18 mois prévus, ne permettra point d'atteindre les 500.000 hommes.

Bien plus ! Dans son discours de Bruxelles de la fin du mois dernier, Adenauer, cet allié jusqu'ici le plus fidèle qu'ait eu Washington, alla jusqu'à déclarer que la faute de la réduction d'effectifs à laquelle l'Allemagne était contrainte retombait sur l'Amérique, qui avait décidé, unilatéralement, de réduire dans un proche avenir ses forces stationnées en Allemagne, puis, pour souligner son blâme d'un geste qui constitue presque l'amorce d'un changement de sa politique extérieure, le chancelier allemand donna la permission aux députés de son propre parti d'aller rendre visite à Moscou, chose qu'il avait refusée depuis des mois.

L'alliance atlantique est donc en pleine décomposition ; Khrouchtchev peut faire illuminer le Kremlin.

Cette fois, nous sommes bien foutus : Elizabeth va venir à Paris !

Je ne suis pas superstitieux, mais je ne peux pas oublier que chaque fois que dans ce siècle des souverains britanniques sont venus en France, une guerre mondiale a suivi de près. C'est peu après la venue d'Edouard VII qu'a eu lieu la guerre de 1914 ; c'est peu après la venue de George VI (1938) qu'a eu lieu la guerre de 1939. Ce ne saurait être l'effet d'une simple coïncidence.

Quand des souverains anglais viennent en France, c'est pour « resserrer l'entente entre les deux pays » ; or l'on ne resserre jamais une entente que contre quelqu'un. Je sais bien qu'aujourd'hui il semble qu'il ne s'agisse que d'une entente contre l'Egypte et le monde arabe, mais... derrière l'Egypte et le monde arabe il y a la Russie. Elizabeth doit venir en avril prochain ; pour quand la troisième guerre mondiale ?

Le déclin de l'Occident

La marque de la supériorité du génie européen, disait un philosophe du début du siècle, c'est l'athéisme. C'est là une supériorité qui est en train de disparaître.

Une statistique américaine récente établit qu'en 1900 il y avait 36 % de la population des Etats-Unis qui appartenait officiellement à une Eglise, et que maintenant il y en a 60 % !

Ce retour à l'obscurantisme n'est certainement pas particulier à l'Amérique ; si l'on pouvait établir dans les pays d'Europe des statistiques analogues, on trouverait vraisemblablement des chiffres du même ordre.

Rien n'indique mieux le déclin de notre société.

ALGERIE : CHRONIQUE DE LA « PACIFICATION »

Les progrès de la « pacification »

On a hachuré sur les deux cartes ci-dessous les régions d'Algérie où se sont produits des actes de rébellion.

NOTA. — C'est par erreur qu'a été hachurée la région des hauts plateaux oranais située entre la zone de rébellion du nord (Tlemcen-Mostaganem-Relizane) et celle du Sud (Aïn-Sefra). Cette région, d'ailleurs presque complètement désertique, semble « calme ».

Par contre, c'est à tort que n'a pas été hachurée la partie médiane de l'atlas saharien connue sous le nom de Djebel Amour, dans laquelle des « bandes rebelles » ont été signalées dans les derniers jours de septembre.

Il va sans dire que nous accueillerions très volontiers toutes les rectifications que penseraient devoir apporter à ces cartes, soit nos lecteurs, soit l'administration, civile ou militaire. Nous ne cherchons pas à opposer des mensonges à d'autres mensonges, mais simplement à serrer du plus près possible la vérité.

Ce qu'il faut entendre par « pacification »

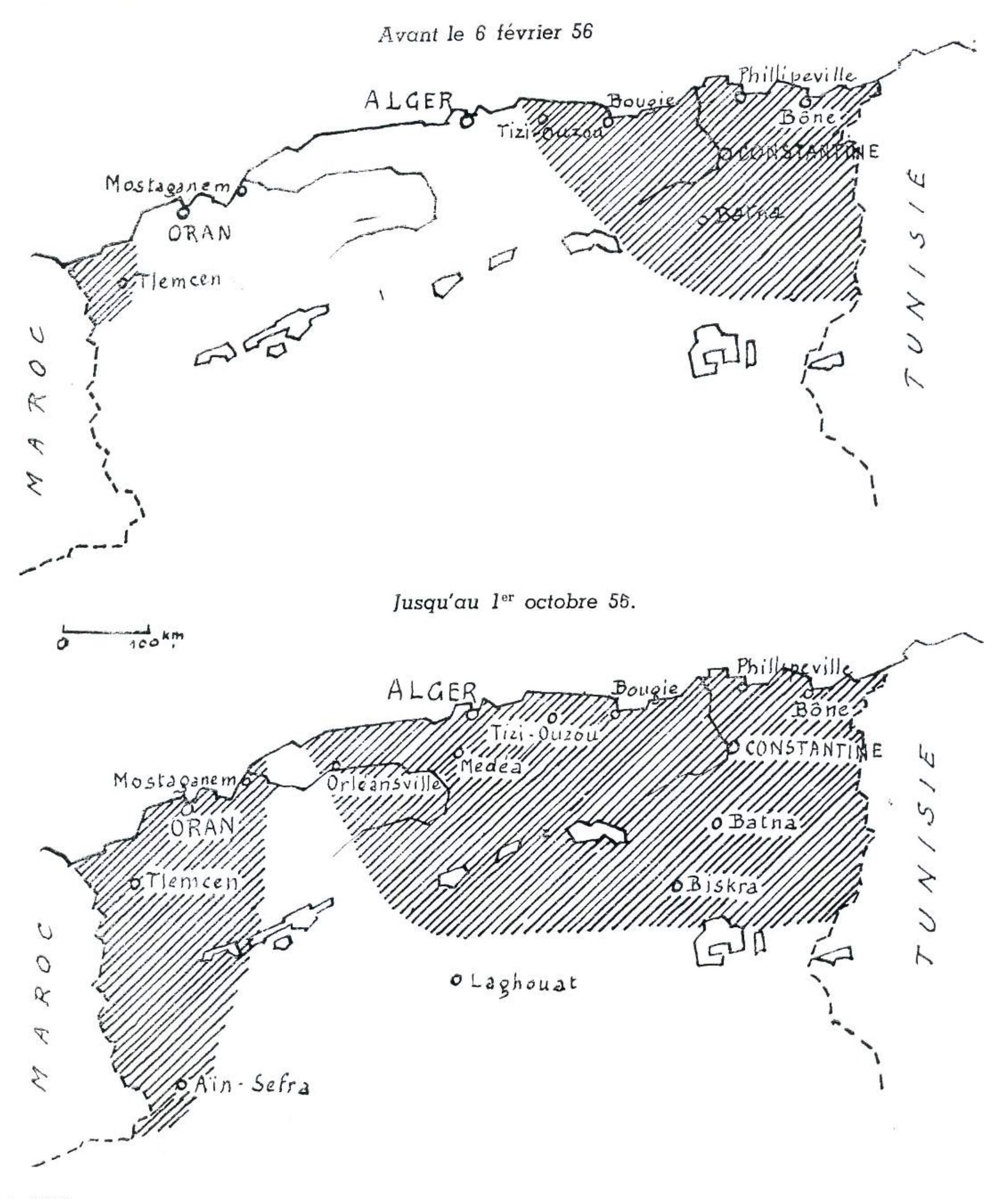
Mais, dira-t-on peut-être en voyant les cartes ci-dessous, il y a maintenant dans les zones qui étaient en rébellion avant le 6 février des régions pacifiées.

Lesquelles ?

Le gouvernement n'en a signalé qu'une : la Grande Kabylie. Au début de septembre il faisait triomphalement annoncer par sa radio que la Grande Kabylie, et notamment l'ancien « coupe-gorge » de Palestro, était devenue si calme que l'administration civile allait pouvoir y être substituée à l'administration militaire. De fait, le 12 septembre, le général commandant la Grande Kabylie remettait en grande pompe ses pouvoirs

Avant le 6 février 56

Jusqu'au 1er octobre 56.



civils au nouveau préfet, M. Vignon, dans la ville de Tizi-Ouzou, chef-lieu du nouveau département de la Grande Kabylie.

Or :

ce même jour, le 12 septembre, des engagements avaient lieu entre les troupes françaises et les rebelles près de Boghni, Tigzirt, Haussonvilliers, tous pays situés en Grande Kabylie, cependant que près de Azazga, situé également en Grande Kabylie, on notait une tentative d'assassinat sur un musulman ;

le lendemain 13, un engagement avait lieu au douar Elihten en Grande Kabylie, cependant qu'un attentat mortel contre un Européen était perpétré à Ménerville (Grande Kabylie) ;

deux jours plus tard, le 15, un convoi militaire est surpris près d'Azazga : 5 soldats français tués ; des attentats étaient, d'autre part, signalés dans la région de Tizi-Ouzou ;

le 17 septembre, deux Européens et un musulman étaient tués à Tizi-Ouzou, pendant qu'un poste militaire était harcelé par les rebelles ;

le 18 septembre, le *Monde* pouvait titrer sur deux colonnes : « Violents engagements en Grande Kabylie » ; il s'agissait de combats près de Ménerville ;

le 19 septembre, un engagement près de Ménerville se solde, du côté français, par 5 tués ; à Haussonvillers les rebelles tirent sur un avon et blessent le pilote ; près du col de Tikjda, enfin, qui, sauf erreur, est aussi en Grande Kabylie, un convoi militaire est surpris et a plusieurs soldats tués ;

le 21 septembre, au cours d'une opération d'envergure menée près de Palestro, une section de soldats français est presque complètement anéantie (17 tués), cependant qu'à 20 kilomètres de Palestro, un convoi militaire est mitraillé et qu'une embuscade fait 2 tués ;

le 26 septembre, un engagement a lieu dans la région de Maillot, commune de Grande Kabylie ;

pour la journée du 27 septembre on signale dans toute la Grande Kabylie de « nombreux sabotages de routes, de lignes électriques et l'assassinat de plusieurs musulmans », cependant que des accrochages y sont signalés, l'un dans le Djurdjura, l'autre dans le secteur de Palestro (4 soldats tués), et qu'à Fort-National, la vieille forteresse française de Grande Kabylie, un officier est blessé au cours d'un attentat ;

le 28, en gagement dans la commune de Tigzirt.

Avouez que comme région pacifiée, on ne saurait être mieux servi !

La seconde « pacification » de Bône

On se souvient qu'en août, une grenade ayant été lancée sur une patrouille militaire dans la ville de Bône, les soldats parachutistes se répandirent dans la ville et firent un massacre de musulmans (officiellement : une vingtaine de tués).

Le mois suivant, le 5 septembre, le colonel des parachutistes ayant été blessé d'un coup de feu dans une rue de Bône, les parachutistes, dit le *Monde* du 7 septembre, déclenchèrent peu avant le couvre-feu « une expédition punitive » dans la vieille ville de Bône. « Se répandant dans les rues et les ruelles, ils ont non seulement molesté les rares passants musulmans, mais encore ont abondamment tiré à vue. Il y aurait eu trois Algériens musulmans tués et de nombreux blessés, dont un Européen. Selon des sources non confirmées, le nombre des victimes, tant tuées que blessées, serait plus élevé. »

Relatant les mêmes faits, le correspondant à Alger de l'agence américaine *United Press* conclut par cette remarque ironique :

« Les autorités françaises dépendant du ministre résidant Robert Lacoste font savoir de temps en temps aux troupes que leur mission est une mission de « pacification » (3). »

L'ENERGIE EST UNE SYNTHESE

Si Engels, qui a consacré les dernières années de sa vie à mettre en lumière le processus dialectique dans les phénomènes physiques, vivait encore, il aurait de quoi se réjouir.

La presse nous a annoncé le mois dernier que des savants américains avaient produit une particule, l'antineutron, qui, dès qu'elle est au contact d'un neutron, l'une des particules essentielles de la matière, annihile celle-ci et s'annihile elle-même, cependant que de cette double annihilation de matière naît de l'énergie. (Une quantité d'énergie infiniment plus considérable, notons-le, que celle dégagée dans les explosions atomiques où seule est libérée l'énergie de liaison entre les particules d'un atome, non celle contenue dans les particules elles-mêmes. Voir « R.P. » de juin 56.)

Or, l'antineutron est, ainsi que son nom l'indique, l'antithèse du neutron (4). Lorsque la thèse et l'antithèse, le neutron et l'antineutron poussent leur opposition au maximum en arrivant tout près l'un de l'autre, il naît un troisième état différent des précédents, une « synthèse », de l'énergie au lieu de matière.

L'énergie, élément fondamental du monde, est une synthèse, la synthèse de la matière.

---

(3) Les guillemets ne sont pas de nous.

(4) Je ne sais, et j'ignore si l'on sait, par quel processus physique le neutron engendre l'antineutron, mais le fait que le physicien Dirac avait déduit, il y a déjà plusieurs années, l'existence d'une telle particule, de l'existence même du neutron, montre que l'antineutron est bien la conséquence du neutron, qu'il en est donc bien l'antithèse, l'antithèse logique.

R. LOUZON.

FRATERNITE D'ARMES !

Nous avons déjà noté avec quelque inquiétude l'évocation par la presse officielle yougoslave de la fraternité d'armes franco-serbe réalisée pendant la guerre de 1914-1918.

Il est encore question d'un film : **Les anciens combattants**, réalisé avec des documents français et serbes par un cinéaste officiel yougoslave.

Il est aussi question d'un voyage organisé par l'organisation française des Poilus d'Orient sur les champs de bataille de Macédoine...

En 1914, c'est bien en Serbie qu'a débuté la guerre Et quel que soit le jugement que l'on peut porter aujourd'hui sur l'attentat prémédité de Sarajevo (juin 1914) dont fut victime l'archiduc héritier, — favorable aux revendications slaves — et son épouse courageuse et innocente, on peut reconnaître que la résistance du peuple serbe à l'attaque autrichienne pouvait être justifiée.

Mais le parti socialiste serbe s'est prononcé unanimement contre la guerre par « un manifeste qui est l'une des pages les plus magnifiques qu'ait inspirée l'internationalisme ». (A. Rosmer : Le mouvement ouvrier pendant la guerre.)

Depuis, le socialisme yougoslave se présente sous l'uniforme d'un maréchal...

QUI PAYE?

Une fois de plus, nous nous apercevons que la politique gouvernementale reste figée dans l'ornière de la plus belle tradition « républicaine ». Les 500 milliards d'impôts nouveaux pour l'Algérie pour les années 1956-57, à condition que d'ici là de nouveaux besoins de ne se manifestent, représentent bien près du double de la somme nécessaire à l'alimentation du Fonds national de solidarité en faveur des vieux travailleurs.

Une question se pose : *qui en fin de compte payera ?*

Au temps de la féodalité, puis de la royauté absolue, pour parer aux conséquences des prodigalités royales et des exigences des privilégiés, il était très à la mode de trouver la solution dans ces simples mots : « Jacques Bonhomme paiera ».

En effet, « Jacques Bonhomme » payait par son travail fourni gracieusement au bénéfice du seigneur et par la dîme due au clergé et le don du plus clair de sa récolte aux nobles et à l'Etat.

Aujourd'hui c'est encore « Jacques Bonhomme » qui paie, mais celui-ci s'est particulièrement déplacé, car on ne le trouve plus que parmi les salariés des campagnes et des villes.

L'industriel a la possibilité d'envoyer vers de multiples voies de garage la plus large part des bénéfices réalisés, il échappe ainsi à l'essentiel des impositions et assure son enrichissement par des bénéfices réels confortables.

Il en est de même pour la moyenne et petite entreprise — quoique celle-ci tende de plus en plus à disparaitre au profit de la grosse industrie ; mais cela est autre chose, c'est la conséquence même du développement technique — qui emploie toutes sortes de moyens appropriés qui ne sont pas sans efficacité.

Les membres des professions libérales : avocats, médecins, notaires, huissiers, artistes, etc., ne déclarent qu'une partie de leurs revenus véritables, bénéficient de larges exonérations, tout en augmentant régulièrement le prix de leurs services ou le montant de leurs cachets.

La paysannerie constitue, à l'heure actuelle, le secteur le plus favorisé. Aucun parlementaire n'oserait s'élever contre les subventions de tous ordres, les exonérations et les multiples avantages accordés au monde paysan. L'agriculteur, en général, du plus petit jusqu'au plus grand, peut à son tour prendre à son compte la fameuse formule « Jacques Bonhomme paiera », puisqu'il n'est plus le « Jacques Bonhomme », surtout quand il est betteravier ou pinardier.

Quant aux commerçants et aux intermédiaires de tout acabit, dont le nombre est de plus en plus élevé, ils ont bien oublié le temps où l'on tenait une auberge ou une épicerie de père en fils, bien heureux encore quand on pouvait se retirer des affaires vers 70 ou 75 ans avec les quelques années ou les quelques mois qui restaient à vivre.

Un camarade, un jour que nous traversions un marché, me faisait la réflexion suivante : « Bientôt les forains devront s'acheter entre eux les objets qu'ils ont à vendre, étant donné qu'il n'y aura plus assez de place pour permettre à l'acheteur éventuel de passer entre les étalages. »

On peut dire que dans le secteur de la distribution le scandale va de l'honnêteté légale à la malhonnêteté tout court. En effet, pour arriver au prix de vente, le commerçant compte son prix d'achat, de main-d'œuvre, ses frais généraux, ajoute le montant de toutes les impositions dont il est l'objet et calcule son bénéfice en pourcentage sur le total ainsi obtenu, c'est-à-dire que non seulement le commerçant n'est qu'un collecteur d'impôts, mais fait entrer ceux-ci dans la base qui lui sert de calcul pour déterminer le montant de son bénéfice, même quand il oublie volontairement d'acquitter le fisc.

Après cela, que reste-t-il ? Le bon bougre de prolo, dont le « revenu » est déclaré jusqu'au dernier centime par son employeur, lui ne peut se dérober à l'imposition qui le frappe, du reste très durement ; mieux encore, tout défaut de déclaration de sa part ou le moindre retard de paiement provoquent pour le moins des majorations très onéreuses sans préjudice de la saisie-arrêt sur son salaire.

Le prolo d'aujourd'hui aurait-il oublié l'époque, peu éloignée cependant, où la durée normale du travail était de 72 heures par semaine ? Où le ragoût du dimanche et les bonnes pommes de terre constituaient l'extra le plus courant, encore qu'il était conditionné au fait de ne pas avoir trop d'enfants.

Avec un peu d'imagination, on aurait cependant dû trouver d'autres moyens que celui qui consiste à augmenter le tabac en attendant de relever les tarifs postaux et ferroviaires, le prix du gaz et de l'électricité — parce qu'en définitive tout se suit, et pour trouver les 500 milliards ou leur reliquat on emploiera les méthodes classiques — sans oublier cette fois une nouvelle augmentation de la surtaxe progressive après celle intervenue pour alimenter le Fonds national de vieillesse.

Il est scandaleux de ne prendre aucune disposition contre la fraude fiscale qui, d'après des personnes bien informées, représente une moins-value de 30 %. Il l'est autant de ne pas profiter des circonstances actuelles pour provoquer une réforme fiscale profonde.

Reprendre par des moyens détournés ce que les travailleurs ont si péniblement obtenu depuis un an ou dix-huit mois ; faire payer uniquement ceux qui sont les seuls créateurs de richesses par leur travail..., mais se garder de toucher aux intérêts particulier des couches privilégiées de la nation !

S'interdire de faire la plus petite peine aux betteraviers et aux pinardiers, pour ne citer que ceux-là, dans un moment où l'on demande au pays les plus lourds sacrifices et, une fois de plus, l'impôt du sang aux enfants du peuple ; maintenir des dépenses excessives alors que des économies sont possibles ; en un mot comme en cent, accepter de pratiquer une politique, que le plus beau fleuron de la réaction la plus notoire ne désapprouverait pas, tout en se réclamant des principes socialistes, c'est aller au suicide. Le gouvernement en général et notre grand argentier en particulier feraient bien d'y penser sérieusement avant qu'il ne soit trop tard. Le passé démontre d'une façon assez éloquente comment le monde capitaliste jette par-dessus bord les hommes de gauche qui ont pris la lourde responsabilité de pratiquer sa propre politique dès qu'il estime pouvoir se passer d'eux.

Qu'il y ait des possibilités et des impossibilités, c'est certain. Rien n'est facile. Mais demander aux mêmes et toujours aux mêmes les sacrifices, c'est ouvrir la porte aux pires aventures. Il est encore temps de renverser la vapeur, si l'on veut qu'une nation, dont l'élément essentiel est le monde du travail, puisse consentir les sacrifices qui lui sont demandés dans la mesure où ceux-ci le sont pour des choses de première nécessité, c'est-à-dire et avant tout pour des œuvres de vie auxquelles tout syndicaliste reste fermement attaché.

Gabriel THARREAU.

Parmi nos LETTRES

Nous avons reçu du camarade Domange, instituteur à Dugny (Meuse), la lettre suivante :

Un simple mot, à propos de la polémique opposant Louzon et quelques lecteurs qui ne sont pas d'accord avec lui au sujet du drame algérien.

Louzon semble être tombé dans le dilemme : lever l'étendard du côté français, ses compatriotes étant dans son esprit dans leur immense majorité colonialistes (ce qui est sans doute exagéré) et racistes (ce qui est beaucoup plus probable étant donné la nature humaine) ou se ranger du côté nationaliste. C'est cette dernière attitude qu'a choisie Louzon. Mais on sent de suite que cette générosité s'accompagne de grincements : il y a quelque chose qui ne va pas dans le mécanisme, car nous supposons Louzon internationaliste sincère.

A ce titre, il doit logiquement espérer en un monde meilleur où les peuples fraterniseront. Il ne peut quand même pas supposer que cela se fera sans une interpénétration des races et des continents. Eh bien ! cela n'est pas du domaine futur, mais bien, pour le cas de l'Afrique du Nord, de l'actualité brûlante.

Nous sommes au pied du mur. Allons-nous retourner en arrière et souhaiter à nouveau une barrière, un fossé dont, en théorie, nous sommes adversaires ? Je ne le pense pas. Car, outre les deux camps dont il est parlé plus haut, il y a quand même celui, où devrait normalement se ranger Louzon, des partisans, malgré de terribles difficultés, d'une communauté humaine. Le camp que nous appellerons de la tolérance — ou de la laïcité — une minorité aussi peu entendue dans le fracas des passions que du temps de Michel de l'Hospital. Le camp dont le mot d'ordre est Justice.

Et comme il faut bien conjuguer l'idéal et la terrible actualité, l'essentiel nous semble être la façon dont seront conduites les réformes. Là est le véritable test qui nous dira de quoi demain sera fait. Là est la véritable bataille, car lutter pour ces réformes dans la justice, c'est lutter pour la fin de la guerre. Exemple : les grands domaines doivent-ils être vendus (inconvénient : favoriser la bourgeoisie musulmane, non moins âpre qu'une autre — se reporter aux biens nationaux de la Révolution française) ou bien distribués gratuitement aux douars pour une exploitation collective (cela serait une véritable révolution prolétarienne)?

La similitude me semble frappante avec le problème de Suez. Pourquoi le public n'entrevoit-il que deux solutions : être pour Nasser (non pas un autre Hitler, mais un autre Franco), sinon on est pour la « Compagnie Universelle ». Il y a quand même le clan des internationalistes sincères (et j'insiste sur ce dernier mot, les opposants à ceux d'occasion). L'internationalisation du canal serait quand même un petit succès pour nous. Un premier pas, un antécédent par exemple pour celle des pétroles qui pourrait se poser, elle aussi, plus tôt qu'on ne le croit généralement.

Inutile de dire, je pense, à notre camarade, que je suis tout à fait d'accord avec lui sur le but à atteindre : « un monde où les peuples fraterniseront », et que je ne cesse pas un moment de me placer, aussi bien à l'égard de la question algérienne que de toute autre, au point de vue internationaliste.

Mais il y a deux internationalismes : il y a l'internationalisme de la phrase, celui qui consiste uniquement à émettre des souhaits pieux pour que se réalise la fraternité des peuples et des races ; et il y a l'internationalisme concret qui se préoccupe avant tout de réaliser les conditions politiques et sociales qui permettront de réaliser cette fraternité.

Or, il ne peut pas y avoir d'internationalisme, il ne peut pas y avoir de fraternisation entre des maîtres et des esclaves, entre des conquérants et des sujets. La condition préliminaire de tout internationalisme, c'est l'égalité.

Comme l'égalité entre les colonisateurs et les colonisés n'existe pas plus en Algérie qu'en aucune autre colonie, que les rapports entre la population européenne jouissant de tous les droits et la population musulmane dépourvue de tous droits sont exactement ceux d'un maître avec ses sujets, il n'y a aucune possibilité de fraternisation entre Français et Algériens, tant que les conditions politiques qui ont assuré la soumission des seconds aux premiers depuis plus d'un siècle ne seront point détruites. Espérer le contraire n'est qu'utopie... ou duperie.

La révolte actuelle a pour but de mettre fin à ces conditions politiques ; son aboutissement victorieux est donc la condition préliminaire et indispensable, pour que puisse s'établir la compénétration des deux peuples, enfin égaux. Le jour où l'Européen d'Algérie aura été contraint d'admettre le « bicot » comme son égal, la fraternité pourra fleurir entre eux, mais pas avant ! **R. L.**

●

De J. Fontaine :

Voici mon avis sur l'affaire du canal de Suez. Ce sera l'avis de l' « Uomo qualunque » ou si l'on veut, d'un philistin de l'économie.

Louzon dit des choses certainement très justes mais qui rentrent dans le domaine des violentes polémiques déchaînées dans tous les milieux de droite ou de gauche. Le cynisme et l'inconscience règnent au moins autant au Caire qu'à Paris, Londres ou Wasnington.

Je possède devant la maison que j'habite un terrain coupé par un chemin vicinal qui, je l'avoue, me gêne passablement. Jamais il ne me viendrait à l'esprit, même si j'étais tout-puissant, ou si j'en avais le droit, de décider que la partie du chemin qui traverse ma terre soit à moi en toute propriété et que je puisse en disposer à ma fantaisie, par exemple, y percevoir des droits de passage, ou empêcher certaines personnes de passer. Je considérerais qu'un tel acte serait contraire au droit des gens et à la simple morale.

Les raisons que donne l'Egypte de se considérer comme propriétaire du canal, sous le prétexte que celui-ci traverse son terrain, ou bien en vertu d'une convention antérieure, n'ont aucune valeur. De tout temps, la nécessité impérieuse que le monde antique avait élevée au rang d'une divinité, l'intérêt vraiment vital de la collectivité, ont toujours primé les intérêts particuliers. C'est d'ailleurs là la principale source du droit, du droit qui s'oppose au privilège et qui sauvegarde la vie et les biens de l'individu.

L'Egypte, comme toutes les nations, a bien le droit de nationaliser, mais seulement ce qui est national, et non ce qui est international. Elle a aussi le droit de réquisition, mais sur des sujets égyptiens ou des sujets vivant en Egypte et soumis aux lois de ce pays. Ce qui n'est pas le cas des étrangers travaillant ou circulant sur les eaux du canal.

Les exemples sont nombreux de voies maritimes de caractère international, que des nations ou des potentats ont essayé de s'approprier ou de contrôler et qui finalement ont dû lâcher prise sous la pression et la révolte des usagers. Au mois de juillet dernier, j'ai eu l'occasion de visiter le château d'Elseneur au Danemark. On nous a montré les canons qui, il y a plusieurs siècles, gardaient le détroit du Sund et avaient ordre de tirer sur les navires qui n'acquittaient pas les droits de péage. Les rois de Danemark considéraient que le détroit étant dans les eaux danoises, était leur propriété. Cette vieille histoire, cause de nombreuses guerres, n'est plus qu'un mauvais souvenir et personne au Danemark, le roi moins que tout autre, n'aurait l'intention d'imiter le geste de Nasser. Le détroit est libre et restera libre.

Pour tout socialiste conscient, la seule solution raisonnable, logique, allant dans le sens du progrès international, est l'*internationalisation* du canal parce que le canal doit être la propriété, non pas même des usagers, mais de tous, une propriété mondiale, de l'O.N.U. par exemple, en attendant mieux. Une voie quelconque, terrestre, fluviale, maritime, aérienne, d'intérêt vital collectif, doit être ou devenir communale, départementale, provinciale, nationale, internationale, selon le cas.

J. FONTAINE.

Pleinement d'accord avec notre ami Fontaine quant au principe qui confie à la collectivité (locale, régionale, nationale ou internationale) ce qui est d'intérêt collectif. Dommage par exemple que le gouvernement socialiste de France ne pose la question de la limitation de la souveraineté des Etats, que dans le cas d'une nation faible dont l'ambition est signe de jeunesse et qu'ils soit réservé ou hostile lorsqu'il s'agit de vieilles nations établies sur des positions qui ne sont pas toujours... nationales.

D'autre part, il faut éclairer la comparaison de Fontaine. Une servitude publique s'oppose au droit de propriété sans le nier. Fontaine ne peut s'opposer au libre passage, sur son terrain, mais il reste propriétaire de celui-ci. Or, si discutable que soit la politique de Nasser, elle a toujours prétendu respecter la liberté de circulation dans le canal de Suez et jusqu'à présent (le cas des navires israéliens se posant depuis 1948) rien n'a permis d'en douter.

Quant aux nationalisations qui doivent respecter les propriétés étrangères... voilà une thèse qu'un vieux syndicaliste comme Fontaine ne confirmera pas après réflexion. Faut-il donc rembourser les souscripteurs des emprunts czaristes... ou les compagnies pétrolières internationales expropriées par le gouvernement mexicain ? **R. H.**

Lettre de Stockholm

Tendances électorales et phénomènes sociaux

Les élections générales viennent d'avoir lieu. Comme il est de coutume en ce pays, la lutte électorale n'a présenté aucun aspect sensationnel et n'a connu aucune violence. Néanmoins, les résultats du scrutin présentent un certain nombre d'indices intéressants, même du point de vue sociologique.

Les faits les plus remarquables, qui ne laissent pas d'être alarmants même, sont fournis par l'avance des partis extrémistes. Cette avance semble contredire le caractère général de l'évolution de la nation, et la tendance au « juste milieu », caractéristique d'une démocratie socialement pacifiée. Le parti de droite qui semblait condamné à une mort lente, obtient 42 sièges contre 30 dans le parlement précédent, redevenant de ce fait un grand parti bourgeois, presque aussi fort que le parti libéral. Les sièges communistes passent de 4 à 6, ce qui, toutes porportions gardées, correspond à une augmentation des voix de 50 pour cent.

La Suède est gouvernée par une coalition entre le parti socialiste et les agrariens, petit groupe conservateur qui jusqu'à présent a garanti la base parlementaire du cabinet Erlander. Les socialistes et les agrariens ont perdu des mandats, et les dirigeants du parti agrarien commencent à comprendre que leur participation à la coalition rouge et vert les conduit à perdre des sympathies qui s'en vont vers la droite.

Le petit parti agrarien, aujourd'hui plus faible que jamais, est devenu peu à peu l'arbitre de la politique nationale. Il peut continuer à gouverner en accord avec les socialistes, mais en imposant à ces derniers des conditions qu'ils payeraient cher lors des futures élections. Il peut aussi constituer une majorité avec les autres partis bourgeois. Enfin, les socialistes peuvent tenter l'expérience d'un gouvernement minoritaire, avec des appuis parlementaires variables, celui des agrariens et celui des communistes, suivant les cas. De toute façon, le parti socialiste traversera une période critique. Peut-être le passage à l'opposition serait-il la voie la plus saine, mais les dirigeants socialistes voient cette solution sans grande sympathie. Ils n'ont aucune envie de quitter le pouvoir.

Le problème central de la lutte électorale fut celui des impôts. Tous les partis promirent des réductions, suivant des formules différentes. D'autres sujets de polémique furent fournis par la question de la pension re vieillesse obligatoire, ou volontaire, la crise du logement, l'enseignement, etc. L'opposition bourgeoise mena campagne essentiellement sur la réduction des impôts, alors que les socialistes défendirent leur politique fiscale comme la base logique et indispensable de l'Etat social nouveau, l'établissement du « foyer populaire suédois » approuvé par les masses ouvrières et les classes moyennes. Le résultat des élections signifie que pour une majorité accrue, la réduction des impôts est préférable à des améliorations sociales, quand ces deux solutions sont présentées comme une alternative.

« La volonté de l'individu à disposer personnellement de la part la plus grande de ses revenus semble correspondre au désir le plus naturel de tous les désirs humains. Ce désir peut être satisfait, du fait que l'augmentation progressive de la production rend possible une plus large consommation personnelle et une solidarité sociale plus large. Il existe cependant le risque que la tendance vers une autodétermination économique — bien que justifiée — ne conduise à des pratiques de consommation antisociales », écrivait le quotidien syndicaliste *Dagstidningen Arbetaren* après les élections.

Le journal syndicaliste libertaire analyse les résultats électoraux d'un autre point de vue encore. Un fait est significatif : le grand parti bourgeois, le parti libéral, a conquis une position aussi forte, et parfois supérieure, à celle des socialistes, dans les deux plus grandes villes du pays. Cela signifie que dans ces grands centres habités, les socialistes ont cessé d'être le seul parti de masse. Ce phénomène reflète des changements importants en cours dans la structure sociale, suivant une évolution qui n'est pas particulière à la Suède, mais qui correspond à une modification qui se retrouve dans tous les pays industrialisés. Citons le journal : « Il s'agit d'un changement de la structure sociale caractérisé par une diminution de la population ouvrière véritable, alors que le nombre d'employés et de fonctionnaires augmente. Une nouvelle classe moyenne se forme, qui devient la couche sociale déterminante de la nation. Si des facteurs imprévus n'entrent pas en jeu, ce nouveau processus sociologique peut provoquer la rupture de l'équilibre social, au détriment de la classe ouvrière industrielle, et au profit des partis bourgeois. »

Le quotidien libertaire n'en conclut évidemment pas que cette évolution doit conduire les travailleurs à renoncer à leurs revendications, mais il souligne la nécessité pour les ouvriers de comprendre la nécessité de réagir contre le centralisme croissant de l'Etat, conséquence de la politique socialiste traditionnelle. Les masses ouvrières devront choisir un chemin nouveau pour améliorer la démocratie dans le domaine économique, au sein des industries et des entreprises. Il est de même possible d'élaborer des méthodes de politique économique et de prévision sociale contrôlées par les ouvriers eux-mêmes, associées à l'activité professionnelle et industrielle, et pouvant fournir un contrepoids pratique aux tendances étatiques.

Ce sont ces idées qui ont fourni le thème des débats du XV[e] congrès de la *Sveriges Arbetaren Centralorganisation* (SAC), qui représente le mouvement syndicaliste libertaire de Suède.

Helmut RUDIGER.

A travers LES LIVRES

Qui sonne vrai

Les cinq chapitres qui composent le dernier livre de Driss Chraïbi (1) ne s'enchaînent pas comme épisodes logiques d'une histoire moralisatrice, ni ne se présentent comme volets illustrant un raisonnement progressif. S'ils peuvent être considérés comme tels, c'est que le lecteur leur aura, par besoin de schématiser, ajouté un élément rationnel que l'auteur est loin encore d'avoir défini et qu'il cherche lui-même.

L'ouvrage — écrit en français comme les précédents — du jeune romancier marocain, est marqué par une mentalité et un comportement d'adolescent tôt laminé par l'existence ; caractéristique est la façon de résumer les problèmes en les personnifiant par des hommes-types, en transposant l'expérience individuelle en apologue ou en allégorie, la reconstitution d'un monde apparemment complet, construit en réalité avec de fortes images intérieures et des envolées généralisantes sur le monde extérieur.

Le thème constant, c'est l'homme — ou la femme — rompant avec un mode d'existence et de pensée réglé par la coutume indiscutée, pour affronter une vie nouvelle idéalement imaginée et qui se révèle plus riche en tragédies qu'en bonheurs. Les deux mondes entre lesquels le choix se fait avec passion et qui deviennent également inhabitables, l'ancien ne pouvant être réoccupé, le nouveau étant irrespirable. Deux mondes dont les différences apparaissent essentielles avant le saut, et dont l'identité foncière se découvre à la cruelle expérience.

Le barbier de village qui sacrifie son âne, par indifférence et non par méchanceté, pour se lancer dans la vie moderne, apprend finalement que la sagesse suprême consisterait à remplir la tâche de barbier de village. La jeune fille chez qui explosent, en un feu d'artifice qui rendront plus noire la nuit du servage familial, la faim d'amour et le rêve d'émancipation. L'adorateur de machine, brûlant de foi et impuissant de science, qui perdra un œil en même temps que son camion fou. Le forgeron, qui sait ce qu'attendent les hommes, qui sait ce que les hommes pourraient accomplir, et qui désespérément ne fera que ce que font tous les hommes. Le chercheur enfin, meurtri par les tentatives, cœur offert à tous et saignant de toutes les incompréhensions, tué pour ce qu'il n'est pas et statufié par ceux qui ne l'ont pas compris. Ce sont là expériences contées en une langue riche, parfois torrentielle, toujours imagée, et qui sont plus que symboliques, parce que palpitantes encore de souffrances, de regrets, d'appels.

Le livre ne peut être aisément classé, pas plus que ne l'est un être vivant ou une époque bouillonnante. Il apporte davantage qu'une méthode ou une théorie, car il est sensibilité extrême et volonté d'intelligence totale. Il donne la clé, mieux que de graves raisonnements, de certains destins d'Afrique du Nord — ceux de Messali Hadj ou de Ferhat Abbas, par exemple — où l'homme a dû choisir de sacrifier la main gauche pour sauver la main droite, de s'amputer pour continuer à vivre.

« ... pour l'homme, il est moins important de vivre que de commenter la vie », constate Driss Chraïbi quelque part dans son livre. L'auteur échappe à ce dilemme, en restituant intégralement les substances contradictoires de la vie. Dans sa tenace recherche du moyen qui permettrait de donner et de participer sans trahir, il en arrive « à souffrir plus encore d'assister à leurs souffrances et de ne pouvoi rrien, humainement rien, que de crier et de faire le pitre dans les places publiques, à la grande joie de ces hommes qu'il aimait tant et qui justement adoraient les spectacles et les pitres ».

D'autres, plus qualifiés que nous, diront à Chraïbi ce que vaut son talent et ce qui manque à son métier d'auteur. Le seul vœu que nous puissions formuler après avoir lui ces pages drues, c'est que Chraïbi conserve, quel que soit son choix définitif, cette belle lucidité qui n'est pas froideur d'analyste mais sentiment de pleine solidarité.

L. M.

(1) « L'âne », Ed. Denoël, 117 p., 330 francs.

CERCLE ZIMMERWALD

LA REUNION DU 28 OCTOBRE

Les membres du Cercle Zimmerwald et leurs invités se réuniront dimanche 28 octobre 1956, à 15 heures, salle des Nymphes, 78, rue de l'Université, Paris (7e), métro Solférino.

A l'ordre du jour :

1) Compte rendu des résultats obtenus par le premier numéro du bulletin trimestriel ;

2) Le congrès du parti communiste, Le Havre, juillet 1956 ;

3) La situation internationale (Egypte, Algérie, Yougoslavie).

Comme de coutume, ces exposés donneront lieu à une discussion entièrement libre.

***

Nous remercions les abonnés de la « R.P. » qui nous ont envoyé le prix de notre premier cahier.

Ce premier cahier avait été envoyé gratuitement à tous les abonnés, à qui nous demandions de nous en verser le montant, étant donné la précarité de nos finances. Nous renouvelons notre appel...

D'autre part, nous signalons qu'ils nous reste un certain nombre d'exemplaires. Etant donné l'intérêt des documents reproduits (rapport Krouchtchev, testament de Lénine, autres documents, la lettre de 1924), il serait utile d'organiser la vente aux militants.

Sur demande adressée au Cercle Zimmerwald, boîte postale 61.07 Paris (7e), nous expédions aussitôt les quantités demandées aux conditions ci-après :

Cinq numéros, franco 500 francs.

Dix numéros, franco 1.000 francs.

Chèque postal : Cercle Zimmerwald, nº 8490.16 Paris.

***

Le Cercle Zimmerwald a été fondé en décembre 1956. Son conseil d'administration est actuellement composé comme suit :

Chambelland, Charbit, Guilloré, Andrée Limbour, Marceau Pivert, Martinet, Pierre Monatte, Muglioni, Alfred Rosmer, Ruffin, Thévenon, Walusinski.

Par suite d'un retard dans la comptabilité, nous remettons au mois prochain la publication des comptes de septembre. Qu'on se rassure, la « R.P. » n'a nullement l'intention d'éviter de répondre à la question : « D'où vient l'argent ? »

Le gérant : J.-P. FINIDORI

Imp. « E. P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e

ROGER HAGNAUER

LE SYNDICALISME VIVANT :

L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS

Préface de PIERRE MONATTE

1906 - 1956

Un extrait
du compte-rendu
des
débats d'Amiens
de
Pierre Monatte
paru en 1906



Le texte de la
Charte d'Amiens
(1906)

Le Manifeste
de l'Union
des Syndicalistes
(1956)

EDITION DE L'UNION DES SYNDICALISTES

EN VENTE A LA R.P. : 50 RANCS L'EXEMPLAIRE. — CONDITIONS PAR QUANTITES